

Rapport d'activité

COLLECTIF NATIONAL DROITS DE L'HOMME ROMEUROPE

1^{er} janvier 2018 – 31 décembre 2018

Collectif National Droits de l'Homme Romeurope
59 rue de l'Ourcq, 75019, Paris

T : 01 40 35 00 04 • 06 35 52 85 46

www.romeurope.org



@CNDHRomeurope



@CNDH_Romeurope

SOMMAIRE

L'année 2018 en un coup d'œil	4
I. Présentation du Collectif National Droits de l'Homme Romeurope	2
1. Historique	2
2. Objectif	2
3. Missions	3
4. Destinataires des actions du collectif	3
5. Principaux domaines d'activités	5
6. Les membres et la composition du collectif en 2018	6
7. Fonctionnement et gouvernance	8
8. La coordination du CNDH Romeurope	9
II. Les Actions du CNDH Romeurope en 2018	11
1. Animation du réseau, diffusion et mutualisation de l'information	11
A) Diffusion et mutualisation de l'information.....	11
B) Les rencontres nationales du CNDH Romeurope.....	14
C) Les réunions du Collectif Romeurope Ile-de-France	16
D) Les déplacements en région	16
E) Appui aux membres, capitalisation et formations.....	20
F) Participation des habitants des bidonvilles et squats au réseau.....	23
2. La mission d'observatoire du CNDH Romeurope	24
A) Observatoire du terrain et des politiques nationales.....	24
B) Veille juridique et jurisprudentielle.....	25
C) Le recensement des expulsions, évacuations (arrêtés municipaux) et incendies	26
3. Activités de plaidoyer, de communication externe et de sensibilisation	26
A) Plaidoyer national.....	27
B) Plaidoyer région en Ile-de-France	30
C) Plaidoyer européen et international.....	31
D) Plaidoyer interassociatif	32
E) Communication et médias	34
F) Sensibilisation des différents publics et lutte contre les discriminations	35
4. Le Collectif pour le Droit des Enfants Roms à l'Education (CDERE)	38
A) Historique, objectifs et fonctionnement	38
B) Actions interassociatives.....	40
C) Plaidoyer auprès des pouvoirs publics et sensibilisation.....	40
III. Annexes	42
ANNEXE 1	42
ANNEXE 2	43
ANNEXE 3	45

Collectif National Droits de l'Homme Romeurope

Associations nationales

ATD Quart-Monde - CCFD-Terre Solidaire (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) - La Cimade - FNASAT - Gens du voyage - Ligue des Droits de l'Homme - Médecins du Monde - MRAP - Première Urgence Internationale - Secours Catholique-Caritas France - UJFP

Associations locales

ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme) - AREA (Association Recherche Education Action) - Acina (Accueil, coopération, insertion pour les nouveaux arrivants) - ALPIL (Action pour l'insertion sociale par le logement) - AMPIL (Action Méditerranéenne Pour l'Insertion sociale par le Logement) - ASAV 92 (Association pour l'accueil des voyageurs) - ASEFRR (Association de Solidarité en Essonne avec les familles roumaines et rroms) - ASET 93 (Aide à la Scolarisation et Education pour Tous) - Association Solidarité Roms de Saint-Etienne - CLASSES (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squats) - ECODROM - EURROM - Habitat-Cité - Hors la Rue - Insertion Famille Rom de Moulin Galant (IFRM) - Latcho Divano - L'école au Présent - Les bâtisseurs de cabanes - Les Enfants du Canal - Rencontres tsiganes - Roms Action - Rom Réussite - Système B comme Bidonville - Une famille un toit 44

Collectifs

Collectif Roms de Gardanne (13) - Collectif Solidarité Roms Toulouse (31) - Collectif Romeurope de l'agglomération nantaise (44) - Collectif solidarité Roms Lille Métropole (59) - Inter-collectif Roms Nord-Pas de Calais (59/62) - Collectif RomParis (75) - Collectif Romeurope du Val Maubuée (77) - Collectif Romeurope Centre 77 - Collectif Romyvelines (78) - Collectif Romeurope Antony (92) - Collectif Romeurope 93 - Collectif Romeurope 94 - Collectif de soutien aux familles rroms de Roumanie et d'ailleurs (95) - Collectif de soutien aux roumains d'Ivry (94)

www.romeurope.org

En 2018, le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope a bénéficié du soutien de :



L'ANNEE 2018 EN UN COUP D'ŒIL

L'année 2018 en quelques chiffres

3 nouveaux membres
2 formations des membres
1 formation pour avocats
9 outils créés pour les membres
3 rencontres régionales en Ile-de-France
2 journées d'échange thématique
2 rencontres nationales rassemblant 200 personnes
7 (co-)saisines du Défenseur des Droits
13 déplacements en région – 15 en IDF

2 réunions de la Commission nationale de suivi de la résorption des bidonvilles (DIHAL)
7 réunions des groupes de travail thématiques DIHAL
1 audition de la Délégation interministérielle à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes

2 réunions avec l'Etat sur les maraudes mixtes
4 amendements sur 3 projets de loi
5 projets et groupes de travail interassociatifs

582 000 personnes atteintes via les réseaux sociaux
13 5000 visiteurs sur le site internet
87 nouveaux articles sur le site internet
6 newsletters
9 communiqués de presse
2 tribunes publiées
12 interventions publiques (conférences & débats)
18 rencontres avec des étudiants
1550 brochures « Les Roms luttent contre les idées reçues » distribuées

Les moments marquants de l'année 2018 pour le CNDH Romeurope

Janvier

- Signature de l'**instruction** du 25 janvier 2018 visant à donner une nouvelle impulsion à la résorption des bidonvilles

Mars

- Organisation d'un **séminaire** interne au Conseil d'administration

Avril

- Publication de la **note pratique** « [Expulsions de terrain et de squat : sans titre mais pas sans droits](#) »

Mai

- Nombreux déplacements de la coordination, à Lyon, St Etienne, Bordeaux, Grenoble, Arcueil, Vigneux et Saint-Denis

Juin

- **Rencontres nationales** à Bordeaux réunissant 80 participant.e.s
- 1^{ère} **formation socle** pour des membres du CNDH Romeurope à Lille

- 1^{ère} commission nationale de suivi de la résorption des bidonvilles (DIHAL)

Septembre

- Ecole : co-signature d'une **tribune** dans Libération avec 50 organisations
- **Présentation de la Stratégie pauvreté**

Octobre

- Co-organisation d'une **demi-journée sur la domiciliation** en Ile-de-France
- Co-organisation d'une **journée sur l'emploi** des personnes en bidonville/squat, Lyon
- **Recrutement** d'une nouvelle salariée
- 2^{ème} **commission nationale de suivi de la résorption des bidonvilles (DIHAL)**

Novembre

- Création du Collectif **#EcolePourTous** et lancement de leur campagne

Décembre

- **Rencontres nationales** à Paris réunissant 110 participant.e.s

I. PRESENTATION DU COLLECTIF NATIONAL DROITS DE L'HOMME ROMEUROPE

1. Historique

Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope (CNDH Romeurope) a été créé en octobre 2000, à Paris, à l'issue du colloque européen organisé par Médecins du Monde et intitulé « Roms, Sintés, Kalés, Tsiganes en Europe. Promouvoir la santé et les droits d'une minorité en détresse ». Ce colloque présentait les résultats alarmants d'une recherche-action pour la promotion de la santé, menée à l'initiative de Médecins du Monde par le réseau Romeurope dans six pays de l'Union européenne dont la France. Ces travaux concluaient aux liens essentiels entre le respect des droits fondamentaux et les graves problèmes de santé rencontrés par les populations roms en situation de grande pauvreté. Les associations présentes à cette initiative ont donc décidé de fonder ce collectif pour agir en France de manière coordonnée sur ce sujet à partir de leur champ propre de compétence, humanitaire ou de défense des droits.

2. Objectif

Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope, regroupe 48 associations et collectifs locaux, qui ont pour objet commun le soutien et la défense des droits des personnes originaires d'Europe de l'Est, contraintes de vivre en bidonville, squat ou autres lieux de survie en France. La plupart de ces personnes sont Roms ou désignées comme Roms.

Le CNDH Romeurope s'attache à défendre l'accès au droit commun et l'effectivité des droits de ces personnes en France. En s'appuyant sur un travail d'observatoire, de plaidoyer, d'échange et de confrontation des expériences, le CNDH Romeurope mène des luttes contre toutes les formes de discriminations et contre les pratiques abusives perpétrées à l'encontre de ces personnes.

De qui parle-t-on ?

Le CNDH Romeurope inscrit son action à la croisée de la lutte contre le mal-logement (bidonville, squats, situations de rue hôtels sociaux inadaptés), de la lutte contre la précarité et de la lutte contre le racisme et toutes les formes de discrimination, notamment les discriminations raciales et sociales subies par les personnes d'origine Rom – réelle ou supposée.

Il est important de noter que la grande majorité des Roms en France ne vit ni en bidonville, ni en squat. De même, une grande partie des personnes vivant en bidonville ou en squat en France ne sont ni Roms, ni même roumains ou bulgares.

Le CNDH Romeurope alerte depuis longtemps sur la dangerosité d'une approche ethnicisée de la situation de ces personnes. Il existe des responsabilités croisées dans la construction d'une catégorie « Rom » stigmatisée : politiques, médiatiques, académiques, associatives et militantes. Cette stigmatisation fait des personnes dites Roms la cible de discriminations dans tous les domaines de la vie socio-économique, ce qui conduit à la violation de leurs droits.

Face à ce danger le CNDH Romeurope réaffirme sa position :

- Il n'est pas de problèmes spécifiquement « Roms » qui mériteraient des dispositions dérogatoires ou mesures particulières, le droit commun doit demeurer la règle.
- En tant que ressortissants européens, citoyens roumains ou bulgares, demandeurs d'asile ou sans papiers, en tant que sans-abri, demandeurs d'emploi ou malades, en tant qu'enfants en âge scolaire, que parents en situation précaire ou mineurs isolés... : chaque personne bénéficie de droits et libertés inaliénables à respecter comme pour tout autre individu présent en France.
- Il existe cependant une culture et une mémoire rom d'autant mieux exprimées et valorisées par les Roms eux-mêmes. Leur histoire ne doit pas leur être déniée. La lutte contre les discriminations subies par les personnes revendiquant leur appartenance à cette culture et les personnes considérées comme Roms et discriminées de ce fait, fait partie des actions du collectif.

Pour aller plus loin, rendez-vous sur notre site  « [De qui parle-t-on ?](#) »

3. Missions

Les missions principales du Collectif National Droits de l'Homme Romeurope sont les suivantes :



Un observatoire du respect des droits fondamentaux, à travers des actions de veille juridique, la publication de rapports basés sur des remontées des membres présents sur le terrain et la capitalisation d'expériences mises en œuvre au niveau local.



Une plateforme d'échanges et de mutualisation de pratiques et d'expériences pour les citoyens et acteurs associatifs. Le CNDH Romeurope organise l'échange d'information, et d'expériences locales, la mutualisation des compétences, l'élaboration d'outils sur les différentes thématiques : séjour, santé, travail, enfance et scolarisation, habitat, droits sociaux, discriminations...



Une structure militante qui a vocation à : informer et interpeller les responsables politiques et institutionnels à l'échelle nationale et européenne sur la question du non-respect des droits des citoyens d'Europe de l'Est vivant en squats et bidonvilles ; faire connaître aux citoyens la réalité de la situation de ces personnes ; mener des luttes pour la défense de leurs droits, sans mesures spécifiques mais en application du droit commun.

4. Destinataires des actions du collectif

Le travail du CNDH Romeurope s'adresse à une palette d'acteurs concernés par la question des bidonvilles, des squats, des Roms : associations, services de l'Etat, administrations centrales, collectivités territoriales, citoyens concernés...

A travers toutes les actions du CNDH Romeurope en 2017, **plus de 2500 personnes ont été concernées directement** : les membres du CNDH, les destinataires de nos emails de partage d'information et newsletters, des partenaires associatifs et institutionnels, des journalistes, les destinataires de nos interventions publiques et formations... A ce chiffre s'ajoutent les **582 000 personnes atteintes via Facebook et Twitter** en 2018.

Les bénévoles et salariés d'associations et collectifs locaux sont ceux qui sont les plus proches et les plus en lien avec les habitants des squats et bidonvilles originaire d'Europe de l'Est. Ils constituent **un réseau de 300 individus** inscrits sur les listes mail internes du CNDH Romeurope.

Avec le soutien du CNDH Romeurope, ils se mobilisent aux côtés des personnes, souvent en familles, en situation de grande précarité, venant essentiellement de pays d'Europe de l'Est, contraintes en l'absence de solution d'hébergement ou de logement de vivre dans des bidonvilles, des squats ou dans la rue. **Ils représentent une population de 15 à 20 000 personnes dans plus de 500 bidonvilles ou squats**¹. Leurs principaux lieux d'installation sont l'Île-de-France et les métropoles de Lille, Lyon, Nantes, Bordeaux, Strasbourg, Toulouse, Montpellier, Grenoble... Parce que les bidonvilles et les squats sont la conséquence directe d'une pauvreté extrême, il est fréquent de les retrouver dans des villes et des quartiers où la pauvreté est déjà élevée. **Ces lieux de vie précaires sont souvent au cœur ou juste à la frontière des quartiers dits « politique de la ville ».**

Le CNDH Romeurope est composé d'associations nationales, locales et de collectifs locaux. Tous ses membres agissent directement sur le terrain ou soutiennent des organisations impliquées localement dans des actions concrètes de soutien et de défense des droits auprès de citoyens d'Europe de l'Est en situation de grande pauvreté en France. Les actions des associations et collectifs membres s'organisent selon plusieurs axes, en fonction des réalités et besoins locaux :

- **Actions d'aller-vers des personnes, soutien au quotidien et accompagnement vers le droit commun** : accompagnement social, professionnel, juridique, psychologique, sanitaire...
- **Réalisation de projets** : en lien avec l'hébergement/logement, la résorption des bidonvilles, la scolarisation, la santé, l'emploi, la médiation avec les structures publiques, la lutte contre les discriminations et les préjugés...
- **Actions de plaidoyer** : mobilisations politiques pour faire respecter/avancer les droits des personnes en squat et en bidonville. Mobilisations souvent en lien avec la lutte des sans-papiers, des personnes mal-logées, des travailleurs précaires. Ces actions peuvent aussi être juridiques contre les abus et/ou les discriminations de l'administration.
- **Actions de sensibilisation et de communication** : auprès du grand public dans le cadre de réunions publiques, projections de films, formations, occasions festives mais aussi conférences et communiqués de presse, auprès des professionnels et des élus.

Pour aller plus loin, rendez-vous sur notre site  « [La carte des membres](#) »

¹ Source, Etat des lieux des bidonvilles en France métropolitaine au 1er juillet 2018, DIHAL https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2018/11/recensement_juillet_2018_vweb.pdf

5. Les principes qui guident nos actions

Le CNDH Romeurope collecte, analyse, vulgarise et diffuse de l'information sur les thématiques suivantes.

Dans chacun de ces domaines, les principes qui guident les actions du CNDH Romeurope et de ses membres sont les suivants :

- **Droit au séjour et protection contre l'éloignement** : Accès effectif à la liberté de circulation et d'installation dans l'Union européenne de l'ensemble des citoyens européens y compris les précaires. Respect du droit d'asile pour les personnes souhaitant le demander. Le CNDH Romeurope défend une politique d'accueil digne pour toute personne arrivant en France, quelle que soit sa situation.
- **Droit au travail** : Le CNDH Romeurope reste vigilant sur la lutte contre les discriminations à l'embauche, l'accès plein et effectif au marché du travail et aux dispositifs de droit commun pour les personnes éloignées de l'emploi.
- **Droit à l'hébergement et au logement** : le CNDH Romeurope revendique l'accès réel à un logement digne pour toutes et tous, et accessible financièrement aux personnes les plus démunies, quelle que soit leur origine. Pour les personnes contraintes à vivre dans des squats et bidonvilles, l'exercice de ce droit commence par l'arrêt de toute expulsion et évacuation sans proposition d'hébergement ou de logement adaptée à chaque situation individuelle. Le caractère inconditionnel du droit à l'hébergement doit être effectif. Par ailleurs, tout lieu de vie doit, en application de la résolution de l'ONU de juillet 2010, bénéficier d'un accès à l'eau potable et à des mesures basiques d'assainissement.
- **Droit à l'éducation** : Le CNDH Romeurope demande l'accès effectif à la scolarisation des enfants et adolescents vivant en squats et bidonvilles, en squat, en hébergement d'urgence ou à la rue. Il rappelle que la principale cause de non scolarisation ou déscolarisation sont les expulsions incessantes des personnes de leur lieu de vie et les refus illégaux d'inscription scolaire de la part des maires et des services publics compétents. Depuis 2009 à travers la création du Collectif pour le Droit des Enfants Roms à l'Education (CDERE) et aujourd'hui par son action interasso, le CNDH Romeurope porte une attention particulière à cette question.
- **Droit à la santé** : les personnes étrangères en habitant précaire en France ont difficilement accès aux soins. Demandes abusives de pièces justificatives par les caisses d'assurance maladie, multiplication des conditions d'accès à l'aide médicale d'État (AME), difficultés d'accès à la domiciliation sont autant d'obstacles qui éloignent ces personnes des soins. Les expulsions des lieux de vie entravent fortement toute possibilité d'accès suivi, et donc efficace, aux soins. Le CNDH Romeurope défend l'accès aux droits et aux soins pour toutes les personnes étrangères précaires.
- **Droit à la protection sociale, aux droits sociaux, civils et politiques** : Toutes les personnes qui en remplissent les conditions devraient avoir aux prestations familiales. La domiciliation doit être accordée à toute personne la demandant dans un CCAS ou une association agréée qui présente – par tout moyen de preuve – un lien avec la commune. Nous défendons aussi l'accès aux prestations sociales légales et aux aides financières facultatives ; le droit à un compte bancaire ; le droit à l'aide juridictionnelle ; le droit de vote.
- **Droit à la protection de l'enfance** : Le CNDH Romeurope défend le droit de tous les enfants en danger à être protégés, sans distinction de nationalité ni sans que puisse être opposée la

situation administrative des parents, selon le droit national et les engagements internationaux pris par la France.

- **Lutte contre le racisme et la discrimination** : Le CNDH Romeurope s'engage à lutter contre le racisme et les discriminations subies par les personnes qui se désignent Rom ou qui sont désignées et discriminées comme tels.

Aucune de ces mesures ne doit être spécifique à un public particulier. Toutes s'inscrivent dans le droit commun. Pour que le droit commun puisse être accessible et qu'il réponde aux défis de la pauvreté en France, le CNDH Romeurope appelle à une politique publique mobilisant des moyens humains et financiers à la hauteur des enjeux.

6. Les membres et la composition du collectif en 2018

Le CNDH Romeurope est composé d'associations nationales, locales et de collectifs locaux. Tous ses membres agissent directement sur le terrain ou soutiennent des organisations impliquées localement dans des actions concrètes de soutien et de défense des droits auprès de citoyens d'Europe de l'Est en situation de grande pauvreté en France. Les actions des associations et collectifs membres s'organisent selon plusieurs axes, en fonction des réalités et besoins locaux :

- **Support à la vie quotidienne des personnes et accompagnement vers le droit commun** : accompagnement social, professionnel, juridique, psychologique, sanitaire...
- **Réalisation de projets** : en lien avec l'hébergement/logement, la scolarisation, l'insertion par le travail, la médiation avec les structures publiques, la lutte contre les discriminations...
- **Actions de plaidoyer** : mobilisations politiques pour faire respecter/avancer les droits des personnes en squat et en bidonville. Mobilisations souvent en lien avec la lutte des sans-papiers, des sans-abris, des travailleurs précaires. Ces actions peuvent aussi être juridiques contre les abus et/ou les discriminations de l'administration.
- **Actions de sensibilisation et de communication** : auprès du grand public dans le cadre de réunions publiques, projections de films, formations, occasions festives mais aussi conférences et communiqués de presse.

● **Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope**

Au niveau national, le collectif comptait 48 membres à la fin de l'année 2018 : **34 associations** (à caractère national et local) et **14 collectifs locaux**. Les membres actuels du CNDH Romeurope sont les suivants :

Les membres du CNDH Romeurope sont présents **dans toutes les régions** de France métropolitaine avec une activité particulièrement forte dans tous les départements d'**Île-de-France, en Gironde, en Haute-Garonne, dans le Nord et le Pas de Calais, en Loire Atlantique, dans l'Isère, les Bouches du Rhône, la Loire et le Rhône**. Certaines associations nationales comme le Secours Catholique, Médecins du Monde, le CCFD-Terre Solidaire, la Ligue des Droits de l'Homme, La Cimade, ATD-Quart Monde ou le MRAP ont des « délégations » sur tout le territoire métropolitain et beaucoup d'entre elles sont investies auprès des citoyens européens vivant en habitat précaire. L'action des associations membres est tournée vers les lieux où sont installés les bidonvilles et squats : des quartiers souvent précaires, et faisant partie de la **géographie prioritaire**.

Collectif National Droits de l'Homme Romeurope

Associations nationales

ATD Quart-Monde - CCFD-Terre Solidaire (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) - La Cimade - FNASAT - Gens du voyage - Ligue des Droits de l'Homme - Médecins du Monde - MRAP - Première Urgence Internationale - Secours Catholique-Caritas France - UJFP

Associations locales

ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme) - AREA (Association Recherche Education Action) - Acina (Accueil, coopération, insertion pour les nouveaux arrivants) - ALPIL (Action pour l'insertion sociale par le logement) - AMPIL (Action Méditerranéenne Pour l'Insertion sociale par le Logement) - ASAV 92 (Association pour l'accueil des voyageurs) - ASEFRR (Association de Solidarité en Essonne avec les familles roumaines et rroms) - ASET 93 (Aide à la Scolarisation et Education pour Tous) - Association Solidarité Roms de Saint-Etienne - CLASSES (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squats) - ECODROM - EURROM - Habitat-Cité - Hors la Rue - Insertion Famille Rom de Moulin Galant (IFRM) - Latcho Divano - L'école au Présent - Les bâtisseurs de cabanes - Les Enfants du Canal - Rencontres tsiganes - Roms Action - Rom Réussite - Système B comme Bidonville - Une famille un toit 44

Collectifs

Collectif Roms de Gardanne (13) - Collectif Solidarité Roms Toulouse (31) - Collectif Romeurope de l'agglomération nantaise (44) - Collectif solidarité Roms Lille Métropole (59) - Inter-collectif Roms Nord-Pas de Calais (59/62) - Collectif RomParis (75) - Collectif Romeurope du Val Maubuée (77) - Collectif Romeurope Centre 77 - Collectif Romyvelines (78) - Collectif Romeurope Antony (92) - Collectif Romeurope 93 - Collectif Romeurope 94 - Collectif de soutien aux familles rroms de Roumanie et d'ailleurs (95) - Collectif de soutien aux roumains d'Ivry (94)

www.romeurope.org

Les nouveaux membres en 2018

● AREA

L'Association Recherche Éducation Action est une association loi 1901 basée à Montpellier qui a pour objet la lutte contre les inégalités sociales et l'exclusion. Cet objet se décline à travers la réalisation d'actions concrètes en faveur de l'égalité des chances et une fonction d'expertise, notamment la réalisation d'études en sciences sociales.

Aujourd'hui AREA mène une action d'accompagnement global des personnes vivant en bidonvilles :

- Pilotage de l'observatoire départemental des bidonvilles de l'Hérault
- Médiation santé
- Accompagnement à l'insertion socio-professionnelle
- Accompagnement vers le logement
- Lutte contre les préjugés

L'équipe d'AREA comprend 5 salariés et des bénévoles, membres de l'association, qui interviennent sur des actions ponctuelles ou plus régulières.

● Collectif de soutien aux roumains d'Ivry

● Système B comme Bidonville

L'association Système B, comme bidonville a été créée en 2015 par quatre femmes architectes. Elle s'est donnée pour but de faire connaître et respecter le bidonville en France, d'élargir son acceptation publique et ses possibilités d'existence, de réfléchir et d'oeuvrer à son amélioration.

Sur le terrain, l'association co-construit avec les habitants des aménagements collectifs tels qu'escaliers d'accès, sanitaires ou clôtures et des édifices polyvalents qui servent entre autres de base à la tenue régulière d'une "école" ouverte et informelle pour les enfants non scolarisés.

L'association travaille à la constitution d'une documentation technique utile sur la sécurité incendie, l'acheminement de l'eau, ou encore l'isolation des maisons, etc.

L'association mène des actions de sensibilisation auprès des architectes et urbanistes, comme relais auprès des pouvoirs locaux. Elle a créé un enseignement sur le bidonville à l'Ecole d'architecture de Marne-la-Vallée, où les étudiants proposent des projets et interviennent sur le terrain. Le travail au sein de l'association est bénévole

● Le Collectif Romeurope Ile-de-France

Le Collectif Romeurope Ile-de-France regroupe des associations et collectifs locaux réunissant des citoyens militants, ainsi que des délégations régionales ou départementales des associations nationales.

Collectif Droits de l'Homme Romeurope Ile de France

ASAV (Association pour l'accueil des voyageurs) – **ASET 93** et **ASET 95** (Aide à la scolarisation des enfants tsiganes) – **ASEFRR** (Association de Solidarité en Essonne aux familles roumaines et roms) – **CCFD-Terre solidaire** – **ECODROM** – **FNASAT-Gens du voyage** – **Habitat Cité** – **Hors la Rue** – **IFRM** (Insertion Famille Rom de Moulin Galant) – **La Cimade** – **La Ligue des Droits de l'Homme** – **Les bâtisseurs de cabane** – **Les enfants du Canal** – **Médecins du Monde** – **MRAP** (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) – **Première urgence internationale** – **Romeurope 94** – **Rom Réussite** - **Secours catholique (Caritas France)** – Système B comme Bidonville – **Union Juive Française pour la Paix**

Et le Collectif Romeurope 93, le Collectif de soutien aux familles roms de Roumanie et d'ailleurs (95), le Collectif Romyvelines (78), le Collectif RomParis, le Collectif Romeurope du Val Maubuée (77), le Collectif Romeurope Antony, le Collectif Centre 77, Collectif de soutien aux roumains d'Ivry (94)

Le Collectif Romeurope Ile-de-France a une fonction de veille, d'alerte, de mutualisation de l'information ainsi que de soutien technique pour ses membres. Il permet aux membres de se rencontrer régulièrement pour partager des réflexions, échanger des savoirs et conseils et organiser des actions collectives à l'échelle francilienne. Le Collectif développe des actions d'interpellation, d'information et de plaidoyer : communiqués de presse, réunions publiques, lettres ouvertes sont publiés de façon autonome mais cohérente avec le CNDH Romeurope. Le Collectif entretient des contacts avec des institutions franciliennes comme le Conseil régional d'Ile-de-France et la Préfecture de région Ile-de-France et participe à des groupes de travail lorsqu'il le juge pertinent.

7. Fonctionnement et gouvernance

Sur le plan de la gouvernance la fin de l'année 2016 voit aboutir un travail de longue haleine de réflexion sur la gouvernance du Collectif. Alors que les 8 associations fondatrices sont membres de droit du conseil d'administration, dès 2017, le conseil d'administration fonctionne avec **7 nouveaux membres** issus de différentes associations et collectifs. Certaines associations sont représentées par des personnes qui ont vécu en bidonville et leur expérience personnelle combinée à leur investissement associatif est une grande richesse pour le CNDH Romeurope.

L'assemblée générale s'est réunie une fois, à Bordeaux en juin 2018. Ces élections ont permis l'entrée au CA de l'association Eurrom, dont le Président Leonard Velicu, personne d'origine rom roumaine, accompagnée de nombreuses personnes vivant en squat à Bordeaux, ainsi que d'une

association marseillaise (Rencontres tsiganes). L'assemblée générale a élu 7 associations et collectifs pour une durée d'un an et les comptes ont été approuvés à l'unanimité.

Le conseil d'administration s'est **réuni huit fois** en 2018 (contre 6 en 2017), avec la participation d'administrateurs de Nantes, de Grenoble, de Bordeaux, de Marseille et d'Ile-de-France.

Composition du Conseil d'administration en décembre 2018 :

DANS LE COLLEGE DES MEMBRES FONDATEURS :

- **ASAV** : Laurent El Ghozi
- **Fnsat-Gens du voyage** : Stéphane Lévêque
- **Hors la Rue** : Nawel Laglaoui. Suppléant : Guillaume Lardanchet
- **La Cimade** : Steve Irakoze. Suppléante : Clémence Richard
- **Ligue des Droits de l'Homme** : Malik Salemkour. Suppléante : Catherine Choquet
- **Médecins du Monde** : Nathalie Godard. Suppléante : Catherine Frapard
- **Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP)** : Marie-Geneviève Guesdon. Suppléant : Yves Loriette
- **Secours Catholique** : Claire Sabah. Suppléant : Laurent Giovannoni

DANS LE COLLEGE DES MEMBRES :

- **Association de soutien en Essonne aux Familles Roms et Roumaines (ASEFRR)** : Pascal Brelaud. Suppléante : Elizabeth Toullec Merten
- **Collectif Romeurope de l'Agglomération nantaise** : Philippe Barbo
- **Collectif Romeurope du Val Maubuée** : François Loret
- **Eurrom** : Leonard Velicu
- **Les Enfants du Canal** : Livia Otal
- **Rencontres Tsiganes** : Caroline Godard. Suppléant : Jean-Pierre Perrin
- **Rom Réussite** : Liliana Hristache. Suppléant : Iulica Dragoi

MEMBRES INVITES AU CA :

- Alexandre Le Clève, membre individuel
- Roms Action

COMPOSITION DU BUREAU :

- **Présidente** : Nathalie Godard
- **Secrétaire** : Claire Sabah
- **Trésorier** : Guillaume Lardanchet

8. La coordination du CNDH Romeurope

La coordination a pour mission d'apporter un appui technique aux acteurs du CNDH Romeurope, dans l'objectif d'animer le réseau et de favoriser l'émergence d'initiatives concertées pour l'accès aux droits des habitants de bidonvilles et squats et pour la lutte contre les discriminations à l'encontre des Roms. Elle n'a pas vocation à définir ou à piloter les actions des membres du collectif. Les salariées de la coordination contribuent aux activités d'observatoire et de plaidoyer du CNDH Romeurope. La coordination prépare les ordres du jour du conseil d'administration auquel elle participe et rend compte de son activité. Les salariées de la coordination peuvent représenter le CNDH Romeurope auprès de différentes institutions et instances à la demande du conseil d'administration.

○ **Les salariées de la coordination**

- Manon Fillonneau, déléguée générale depuis avril 2015

- Clotilde Bonnemason, chargée de mission depuis janvier 2015
- Lisa Taoussi, chargée de mission depuis novembre 2017
- Anina Ciuciu, chargée de la campagne #EcolePourTous depuis octobre 2018

- o **Participation à des formations et conférences**

Afin de pouvoir accompagner et conseiller au mieux les membres du CNDH Romeurope, les salariées de la coordination ont participé à **3 formations en 2018** :

- o **Vox Public, 6PM**, « Comment mener un plaidoyer parlementaire efficace ? », 21 juin 2018
- o **Syndicat des Avocats de France**, Journée d'échanges et de formation : « Le droit au logement ou un droit à défendre tous les jours », 21 septembre 2018
- o **6 PM**, « Entreprendre un plaidoyer efficace », 13-15 octobre 2018

Elles ont aussi assisté à **4 conférences, débats ou journées d'études** pour garantir une mise à jour constante de leurs connaissances sur les sujets abordés au sein du CNDH Romeurope :

- o **Fondation Abbé Pierre**, « rapport sur le Mal logement » , 30 janvier 2018
- o **EVASCOL**, « Scolarisation des EFIV et EANA », 5-6 avril 2018
- o **Archives départementales de Seine-Saint-Denis**, « Bidonvilles d'hier et aujourd'hui » , 17 mai 2018
- o **GREVIO**, Journée du Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO), 8 octobre 2018
- o **FNASAT** , « Formation sur la protection de l'enfance », 13 novembre 2018

- **Stage**

Du 28 mars au 27 septembre 2018, Pauline LE LIARD a contribué aux activités de la coordination du CNDH Romeurope à l'occasion de son stage de fin d'études. Pauline était en Master 2 Histoire, Pratique et Théorie des droits de l'Homme mention droit des libertés, Institut des droits de l'Homme de Lyon, Université catholique de Lyon.

Son travail s'est principalement concentré sur l'accompagnement des membres dans des saisines du Défenseur des Droits. Elle a aussi contribué à la rédaction de nombreuses fiches pratiques, fait des recherches juridiques pour la coordination et les membres, aidé à l'organisation du séminaire d'avocats et des rencontres nationales à Bordeaux en juin 2018.

L'équipe du CNDH Romeurope tient à remercier Pauline pour son investissement et son travail d'une grande qualité !

II. LES ACTIONS DU CNDH ROMEUROPE EN 2018

1. Animation du réseau, diffusion et mutualisation de l'information

A) Diffusion et mutualisation de l'information

A travers toutes les actions du CNDH Romeurope en 2018, **plus de 2500 personnes ont été concernées directement**. Aux 300 membres du collectif s'ajoutent les destinataires de nos emails de partage d'information et newsletters, des partenaires associatifs et institutionnels, des journalistes, les destinataires de nos interventions publiques et formations...

Sur le web, notre impact est de plus en plus fort : **582 000 personnes ont été atteintes** sur toute l'année 2018 **par notre communication sur Facebook et Twitter**.

Le site internet a été alimenté par 87 nouveaux articles en 2018.

● Listes de diffusion

Il existe quatre listes de diffusion en fonction de la qualité de membres et selon l'appartenance géographique. Nous notons une augmentation des personnes inscrites sur nos listes : **nous touchons 1023 personnes soit environ 100 de plus que l'année passée**. Cette augmentation est due à la possibilité sur le nouveau site – mis en ligne en février 2017 – de s'inscrire sur la liste de diffusion « infos ».

- La liste des membres officiels du collectif au niveau national : liste « **membres** » - **307 abonnés en janvier 2019**. Cette liste, qui met en relation directe les membres du collectif au niveau national, permet de rendre le collectif plus opérationnel. Elle est utilisée pour échanger sur des sujets spécifiques parmi les membres, diffuser les comptes-rendus des différentes réunions et d'autres documents internes au collectif destinés à une diffusion restreinte. Sont envoyées par la coordination des informations qui intéressent, concernent ou émanent directement des membres (informations pertinentes sur des événements, colloques, rapports, appels à la mobilisation d'un des membres, communiqués de presse d'un des membres, décisions de justice etc...).
- La liste des membres officiels du Collectif Romeurope Ile-de-France : liste « **membres.idf** » - **175 abonnés en janvier 2019**. Cette liste poursuit le même objectif que la liste à destination des membres présentée ci-dessus. Elle cible les membres au niveau régional en raison de la prégnance de sujets et d'actions qui ne concernent que l'Ile-de-France, région qui compte plus d'un tiers des habitants des bidonvilles et des squats. L'échelon régional au niveau du plaidoyer fait particulièrement sens en Ile-de-France où un collectif Romeurope Ile-de-France s'est monté. Cette liste permet aussi d'organiser les actions et de coordonner les actions de ce collectif.
- La liste regroupant les membres, partenaires et sympathisants au niveau national : liste « **infos.romeurope** » - **426 abonnés en janvier 2019** soit 107 de plus que l'année dernière. Cette liste sert à diffuser une information générale et pertinente à des personnes qui ne sont pas membres du CNDH Romeurope sur la situation des habitants des squats et bidonvilles, Roms ou perçus comme tels, en France et en Europe. Au travers de cette liste sont diffusées

des informations concernant la législation nationale et européenne, des projets locaux, nationaux et européens concernant les Roms, des rapports et des articles scientifiques sur le sujet, l'actualité sur les Roms migrants, des évènements (colloques, expositions, évènements culturels, autres) etc... Une grande diversité d'acteurs et d'actrices sont inscrites sur ces listes : des élus intéressés par la question, des journalistes, personnes travaillant dans des institutions, des associations non-membres etc.

- La liste regroupant les membres, les partenaires et les sympathisants en Ile de France : liste « **infos.idf** ». Cette liste a le même objectif que celle au niveau national, de la même manière que la liste « membres.idf », les informations diffusées concernent exclusivement la région Ile-de-France. Cette liste est composée de **115 membres** en janvier 2019.

● Newsletter

En 2018, le CNDH Romeurope a poursuivi la diffusion régulière de sa newsletter mise en place l'année précédente, moyen de partager de façon condensée une diversité d'informations essentielles. Six **newsletters** ont été diffusées sur les listes membres et infos de Romeurope tout au long de l'année.



Newsletter # 11 - Novembre 2018

A LA UNE :
Lancement de la campagne #EcolePourTous !

● Site internet : www.romeurope.org

Une nouvelle version du site a été mis en ligne en février 2017. En 2018, le site internet a été alimenté par 87 nouveaux articles.



Statistiques sur l'utilisation du site en 2018 :

Le site a enregistré plus de 13 500 visiteurs pour plus de 19 000 visites totalisant 41 600 pages vues en 2018. Ce chiffre ne peut être comparé avec l'année 2017 car l'outil de statistique n'avait pas été activé. Plus d'infos sur les visites :



● Page Facebook

Le CNDH Romeurope est de plus en plus présent sur les réseaux sociaux. Depuis 2013, il s'est doté d'une **page Facebook (@CNDHRomeurope)** afin de diffuser plus largement les informations générales et des actualités en lien avec les habitants des bidonvilles et des squats, migrants originaires de l'Europe de l'Est mais également sur le mal-logement, le racisme etc... Cette page permet aussi de relayer des actions menées au niveau national par le CNDH Romeurope et localement par des membres du réseau.

Au **31 décembre 2018**, la page Facebook du CNDH Romeurope compte **1783 abonnés**, soit 259 abonnés de plus que l'année passée à la même date.

La page Facebook permet de mobiliser un public qui n'est pas forcément touché par nos moyens de diffusion plus « traditionnels » tels que les listes de diffusion d'email : en effet, plus de **175 000 personnes ont été atteintes grâce à nos publications sur Facebook**. Elle permet aussi à des personnes de contacter le CNDH Romeurope pour une information générale ou pour s'engager auprès de collectifs plus localement de manière plus accessible et directe que via le site internet. Nous recevons de nombreux messages et sollicitations dans ce sens.

En 2018, la publication Facebook ayant eu le plus de succès concernait la mairie de **Villemomble** qui s'était vue forcer de scolariser des enfants qu'elle refusait d'inscrire, et qui continuait de leur interdire la cantine. Preuve que l'#EcolePourTous est une préoccupation majeure des citoyens !

● Compte Twitter

Créé en août 2015, le compte Twitter du CNDH Romeurope nous permet de toucher des personnes différentes de la page Facebook (des journalistes, personnalités politiques...). Les statistiques montrent que ce sont nos actions de plaidoyer qui sont les plus efficaces sur Twitter : interpellations lors des expulsions de bidonvilles, communiqués de presse et lettres ouvertes.

En 2018, notre meilleur le plus impactant était consacré à la sortie d'une nouvelle instruction interministérielle relative à la résorption des bidonvilles, qui a atteint plus de 23 000 personnes !



The image shows a screenshot of a tweet from the account CNDH Romeurope (@CNDH_Romeurope) dated 1 février. The tweet is a public communication (COMMUNIQUE) regarding a new instruction for the #résorption of #bidonvilles. The tweet includes a link to romeurope.org and mentions @Min_Territoires. The number of impressions is shown as 23 135.

Tweets **Meilleurs Tweets** Tweets et réponses Sponsorisé Impressions

COLLECTIF
MÉDIAS, MOUVS ET RÉSEAUX
ROMEUROPE

CNDH Romeurope @CNDH_Romeurope · 1 févr.

📢 COMMUNIQUE : Le CNDH #Romeurope accueille avec intérêt et vigilance la nouvelle instruction pour la #résorption des #bidonvilles
romeurope.org/communique-de-... cc @Min_Territoires
pic.twitter.com/VGF2HbCLAs

23 135

En décembre 2015, le compte Twitter du CNDH Romeurope comptait 200 abonnés, 470 en décembre 2016, **957 abonnés en décembre 2017**, et **1250 abonnés en décembre 2018**, témoignant d'une forte augmentation du nombre d'abonnés depuis 2 ans.

Le nombre d'abonnés est loin de révéler la portée des messages relayés sur Twitter, puisque rien que sur le mois de **février 2018**, environ **90 000 personnes ont été atteintes**.

En cumulé, ce sont plus de **406 400 personnes** qui ont été atteintes par les tweets du CNDH Romeurope. Une audience précieuse pour le CNDH Romeurope.

Pour nous suivre, c'est par ici : [@CNDH_Romeurope](https://twitter.com/CNDH_Romeurope)

B) Les rencontres nationales du CNDH Romeurope

Deux fois par an, le CNDH Romeurope organise des Rencontres nationales, l'une à Paris, l'autre en région. Temps forts de l'animation du réseau du collectif, ces réunions sont le lieu de rencontre des membres du CNDH Romeurope partout en France. Les rencontres nationales ont pour objectif d'échanger sur les expériences vécues par les membres et de les mutualiser. C'est aussi le lieu de débats plus globaux, de prises d'orientation politique, de questionnements également internes au collectif en termes de fonctionnement. Ce moment sert aussi à la coordination de présenter les actions en cours et à venir du CNDH Romeurope.

Construites comme des moments de travail privilégié, les rencontres nationales font l'objet d'un compte-rendu exhaustif envoyé à l'ensemble des membres du réseau.

● Les rencontres nationales à Bordeaux

Sur invitation des associations locales, EURROM et Médecins du Monde, le CNDH Romeurope s'est réuni le 8 et 9 juin 2018/ **80 personnes** étaient présentes représentant **12 départements**. La thématique choisie était celle de **la place des personnes concernées dans nos combats**. Une attention particulière a été portée à la venue de personnes ayant vécu en bidonvilles/squat, parmi lesquelles une dizaine de volontaires en service civique à l'association les Enfants du Canal et des présidentes d'associations Roms.



Un état des lieux de l'application de la circulaire du 25 janvier 2018 a été partagé avec les membres. Les associations bordelaises ont présenté leurs activités et leur contexte local puis, l'ensemble des membres ont échangé sur **leur situation locale** en petit groupe. Une restitution en plénière a été faite pour permettre à chacun de connaître ce qui se passe sur les autres territoires.

Une assemblée générale validant les comptes et le rapport d'activité s'est déroulée dans l'après-midi. Elle a également donné lieu à l'élection des nouveaux membres du Conseil d'administration (voir *supra* « [Fonctionnement et gouvernance](#) ».)

L'après-midi du samedi était consacrée à la question du **renforcement des capacités et du pouvoir d'agir des premiers concernés**. Adeline de Lépinay, qui travaille sur ces questions depuis de nombreuses années a apporté un **éclairage théorique** sur les notions d'*empowerment*, de *capacité d'agir*, de *participation* et d'*émancipation*. La présence d'une interprète a permis la traduction en instantanée de l'ensemble de l'intervention en langue roumaine. Ensuite, plusieurs structures ont partagé leurs expériences de terrain en tant qu'organisation particulièrement impliquée sur ces questions ou **comme structure organisée par des premiers concernés** :

- EURROM à Bordeaux créée par Leonard Velicu, membre du CA du CNDH Romeurope
- Rom Réussite à Montreuil créée par Liliana Hristache, membre du CA du CNDH Romeurope
- ADRA à Arles
- Le Mouvement du 16 mai et la Voix des Roms à Saint-Denis
- L'association Dynam'eau et ATD Quart Monde pour présenter leur démarche participative.

Des échanges très riches ont eu lieu, grâce à des interventions très fortes des personnes Roms intervenantes. Des réactions et des partages d'expérience de différentes personnes ont rendu ce moment d'une grande intensité.

La matinée du dimanche a été l'occasion d'informer les membres sur les activités en cours et à venir au sein de la coordination du CNDH Romeurope. Puis, les participants se sont répartis en atelier thématique sur les questions suivantes : contentieux/actions en justice, projets d'insertion, scolarisation et phénomènes d'emprise dans les bidonvilles. Le week-end s'est clôturé autour d'un verre de l'amitié.



● Les rencontres nationales Paris – les 8 et 9 décembre 2018

La deuxième rencontre nationale s'est déroulée à Paris dans les locaux du MEDEM. Elle a réuni environ 80 **personnes** dont à peu près la moitié de franciliens . 35 structures, associations ou collectifs étaient présents représentant 17 départements : Paris ; Essonne ; Hauts de Seine ; Seine-Saint Denis ; Val de Marne ; Seine et Marne ; Hérault ; Isère ; Nord ; Pas de Calais ; Var ; Bouches du Rhône ; Bas-Rhin ; Rhône ; Loire ; Gironde ; Loire atlantique.

La première demi-journée a été consacrée à un « **tour de France** » **des situations locales** pour permettre un partage d'informations essentiel entre les membres.

L'après-midi, un échange a été organisé avec Sylvain Mathieu et Manuel Demougeot (DIHAL) sur le thème des dynamiques de résorption des bidonvilles à l'œuvre dans les différents territoires. L'objectif de cet échange était de favoriser le dialogue direct entre la DIHAL (institution de référence en matière de résorption des bidonvilles) et les acteurs de terrains que sont les membres du CNDH Romeurope.

Un échange a ensuite été organisé avec le chercheur Louis Bourgois, auteur d'une évaluation d'un dispositif de résorption des bidonvilles mené à l'initiative de la préfecture du Rhône, puis avec Florian Huyghe (Fondation Abbé Pierre) autour du concept de « Logement d'abord ». L'objectif de cet échange était de faire le point sur les différents dispositifs (stabilisation sur des « espaces d'insertion », accès direct au logement) mobilisables en vue d'une résorption durable des bidonvilles, leurs avantages, leurs limites, etc.

Le dimanche matin, un temps d'information consacré au droit au séjour des citoyens européens lié à la scolarisation des enfants a été organisé, afin d'outiller les membres du CNDH Romeurope sur ce critère, peu connu et peu mobilisé, de droit au séjour des européens.

Deux temps d'échanges ont ensuite été organisés :

- Avec le collectif SOIF de connaissances sur les enjeux de formation des travailleurs sociaux ;
- Avec le collectif #EcolePourTous sur les difficultés de scolarisation rencontrées par certains enfants en situation de précarité et la campagne récemment lancée par le collectif pour interpeller les pouvoirs publics sur cette question.



Le week-end s'est clôturé par le traditionnel verre de l'amitié.

C) Les réunions du Collectif Romeurope Ile-de-France

En 2018, trois réunions du collectif Romeurope Ile-de-France ont été organisées, en janvier, avril et mai. Elles ont réuni à chaque fois une dizaine de personnes en plus des salariées du CNDH Romeurope et ont permis une représentation de l'ensemble des départements franciliens.

A chaque réunion un tour de table a été réalisé afin d'avoir une présentation de l'état des lieux sur chaque département. Ces réunions sont une occasion pour les militants et associatifs de terrain d'échanger sur les sujets suivants : méthodologie pour un accompagnement réussi, personnes et organismes ressources sur le territoire de l'Ile-de-France, outils pratiques dont les soutiens peuvent se prévaloir, nouveautés législatives et jurisprudentielles, pratiques illégales et/ou abusives rencontrées et les possibilités de les contrer etc...

D) Les déplacements en région

Le recrutement d'une 2^{ème} chargée de mission en novembre 2017 a permis au CNDH Romeurope de développer une mission d'animation territoriale d'ampleur : c'est en se déplaçant à la rencontre de nos membres que nous comprenons mieux les besoins, leurs attentes, leurs positionnements et la réalité du terrain sur leur territoire.

En 2018, les salariées du CNDH Romeurope ont effectué 13 déplacements en région et au moins 15 déplacements en Ile-de-France auprès des membres. Un record !

● Déplacement à Lille (janvier 2018)

Les 30 et 31 janvier 2018, le CNDH Romeurope a assisté à deux journées de rencontre sur le thème de la scolarisation des enfants vivant en bidonville, organisées à l'initiative du réseau Canopé en lien étroit avec le CASNAV de Lille. Ciné-débats, échanges et débats avec les acteurs locaux de la scolarisation, théâtre, discussions avec des élèves issus des bidonvilles de la région, etc. Avec le Collectif solidarité Lille Métropole, le CNDH Romeurope a également pu échanger autour de la situation des bidonvilles et des squats lillois et aller à la rencontre des habitants d'un de ces lieux de vie.

● **Déplacement à Angers (janvier 2018)**

Le 18 janvier, à l'occasion de la présentation de l'évaluation d'un projet d'insertion par le logement réalisé par un géographe, Samuel Delépine, une chargée de mission du CNDH Romeurope s'est rendue à Angers. Après 5 ans de projet d'insertion pour 10 familles, financé et soutenu en grande partie par le Secours Catholique, quasiment toutes ces familles sont insérées et autonomes. L'après-midi, une rencontre a été organisée avec un collectif local de soutien aux personnes vivant en squats. C'est la première fois que le Collectif Romeurope se rendait sur ce territoire, des liens ont pu être établis avec les acteurs locaux.

● **Déplacement à Marseille (février 2018)**

Une chargée de mission du CNDH Romeurope s'est déplacée à Marseille (deux jours), pour participer à une réunion inter-associative sur la mise en place d'un projet de stabilisation de deux squats à Marseille, échanger plus particulièrement avec l'association Rencontres tsiganes et se rendre dans plusieurs squats marseillais, à la rencontre de leurs habitants.

● **Déplacement à Nantes (mars 2018)**

Un déplacement a été co-organisé à Nantes avec le collectif local les 6 et 7 mars 2018. A cette occasion, une pluralité d'acteurs a été rencontrée par la chargée de mission :

- Les membres du **Collectif de Bouguenais** qui fait partie du Collectif Romeurope de l'agglomération nantaise. Après une visite du terrain, un point a été fait dans la caravane qui sert de lieu d'accueil des familles sur les difficultés rencontrées (domiciliation, scolarisation).
- **L'élu aux Solidarités de la Ville de Rezé**, Loïc Chusseau, a accueilli une délégation composée de représentants du Collectif et de l'association locale « COMIJE ». L'élu a pu partager le processus de décision original qui s'est déroulé à Rezé à travers la mise en place d'une Conférence citoyenne qui a abouti à la mise en place de deux terrains d'insertion pour accueillir des personnes qui vivaient en bidonvilles.
- Participation à la **réunion mensuelle du Collectif de l'agglomération nantaise** pour faire le point sur les situations locales et partager les informations d'actualités politiques, juridiques nationales.
- Participation à une **réunion d'information de Nantes Métropole** pour le Collectif au sujet de la mise en place de la Maitrise d'œuvre urbaine sociale (MOUS) qui a vu le jour sur la métropole de Nantes en mars 2018.
- Participation à **une sortie de la « mission bidonvilles » de Médecins du monde** dans le cadre de leurs sorties hebdomadaires.

Dans le cadre du suivi de l'application de la MOUS à Nantes, une chargée de mission du CNDH Romeurope s'est déplacée à nouveau le **19 septembre** pour participer à **une réunion de préparation d'un comité consultatif de la MOUS d'agglomération** où le Collectif de Nantes était

invité. Ce fut l'occasion d'organiser une réunion avec **la médiatrice en santé de l'association Les Forges** qui intervient sur plusieurs terrains de l'agglomération (Rezé, Sainte-Luce)

● Déplacement à Lyon & Saint-Etienne (mai 2018)

Une chargée de mission du CNDH Romeurope s'est déplacée à Lyon et Saint-Etienne (3 jours), où elle a rencontré chaque membre du CNDH Romeurope actif sur ce territoire (ALPIL, MDM, C.L.A.S.S.E.S) et accompagné l'ALPIL lors de la réalisation d'un diagnostic social sur un bidonville lyonnais.

● Déplacement à Bordeaux (mai 2018)

La déléguée générale s'est rendue à Bordeaux pour :

- une rencontre avec l'association Eurrom et la mission squats de Médecins du Monde
- intervenir lors de la présentation du Rapport sur le mal-logement 2018 en région de la Fondation Abbé Pierre

● Déplacement à Grenoble (mai 2018)

La déléguée générale s'est rendue à Grenoble pour :

- une rencontre avec une association membre : Roms Action
- un déplacement sur le terrain Courtade à Fontaine et une rencontre avec les habitants et un échange avec la presse (<https://www.ledauphine.com/isere-sud/2018/05/29/ou-est-l-egalite-s-il-y-a-du-travail-pour-les-autres-et-pas-pour-nous>)
- une rencontre avec le CISEM (Coordination iséroise de solidarité avec les étrangers)
- un débat sur le délit de solidarité avec Cédric Herrou et Eric Piolle notamment

● Déplacement à Montpellier (juin 2018)

Une chargée de mission s'est rendue le 18 et 19 juin à Montpellier avec **le médiateur scolaire de l'ASET 93** et une **représentante de l'UNICEF France**. Un des objectifs de ce déplacement était de refaire le point avec le **médiateur scolaire du CASNAV** de Montpellier au sein du projet Connexions déjà rencontré l'année précédente. Ce fut également l'occasion de faire un point avec les associations locales sur la situation globale des bidonvilles à Montpellier. A ce titre, une réunion a été organisée en présence de salariés de **l'association AREA** et de la **directrice régionale de la Fondation Abbé Pierre**. Ces rencontres permettent d'actualiser le suivi de la situation sur le terrain, d'envisager de nouveaux projets et d'appuyer nos membres au plus près de leurs besoins.

● Déplacement à Caen (juillet 2018)

Rencontre avec des étudiants étrangers sur la thématique des Roms précaires et de l'habitat en bidonville en France, à l'invitation de l'Institut des Droits de l'Homme et de la Paix de Caen.

● Déplacement à Strasbourg (août 2018)

A l'invitation d'Europe Ecologie Les Verts (ELLV), une chargée de mission du CNDH Romeurope est intervenue à l'occasion des Universités d'été d'EELV qui se sont déroulées à Strasbourg du 23 au 25 août 2018. Le CNDH Romeurope est intervenu sur demande des organisateurs dans un atelier intitulé

« Roms : état des lieux et dynamiques ». Cet atelier a permis à Romeurope d'échanger avec des élus locaux et militants engagés au sein d'EELV sur les enjeux locaux de résorption des bidonvilles et sur les dynamiques de mise en œuvre de l'instruction du 25 janvier 2018 relative à la résorption des bidonvilles.

● **Déplacement à Marseille (septembre 2018)**

Le 19 septembre, à la demande d'associations membres de Romeurope actives à Marseille (Médecins du Monde et Rencontres tsiganes), une chargée de mission du CNDH Romeurope s'est rendue sur place pour participer à une réunion inter-associative visant à identifier des priorités et élaborer des propositions communes en matière de résorption des bidonvilles. La présence du CNDH Romeurope a permis d'alimenter la réflexion des membres via des retours d'expériences issus d'autres territoires notamment.

Le lendemain, la chargée de mission s'est rendue à Aix-en-Provence, où elle a rencontré les membres de l'association Assoropa. Cette rencontre a permis d'échanger sur la situation et les problématiques locales.

● **Déplacement à Lille (septembre 2018)**

A l'invitation de l'association Atelier d'histoire critique, association d'éducation populaire dans le domaine qui cherche à mettre en lumière des aspects oubliés de l'histoire et à donner la parole aux « oubliés de l'histoire », une chargée de mission du CNDH Romeurope est intervenue lors d'une conférence organisée à la bibliothèque du Vieux Lille sur le thème « Actualité de la lutte contre le racisme anti-tsiganes ». Assurée à deux voix avec l'association La Voix des Roms, cette intervention a permis de revenir sur la construction des représentations envers les personnes Roms au cours de l'histoire et sur les discriminations subies dans le passé mais également de nos jours.

● **Déplacement à Toulouse (octobre 2018)**

Une rencontre inter-associative a eu lieu en octobre à Toulouse : elle visait à réunir le CNDH Romeurope, **Médecins du monde** au niveau national (Nathalie Godard, responsable du pôle Appui et Politique publique au siège de Médecins du monde et présidente du CNDH Romeurope) et local ainsi que la **Fondation Abbé Pierre Occitanie** afin de faire un point sur le bilan de la politique de résorption des bidonvilles à Toulouse et de définir ensemble, **une vision stratégique des actions** à mener auprès des pouvoirs publics. Ce déplacement a permis également à la coordination du CNDH Romeurope et à la présidente de participer à la **réunion mensuelle du Collectif Solidarité Roms 31**, de partager avec eux les informations juridiques et politiques récentes ainsi que de parler des projets menés au national. Enfin, la chargée de mission a rencontré le lendemain le **Collectif d'Entraide et D'Innovation Sociale** (CEDIS), très actif à Toulouse sur la question du mal-logement pour mieux connaître leur méthodologie d'action. Enfin, Sylvain Laspalles, **avocat au barreau de Toulouse** et actif sur certains dossiers d'expulsions de squats a reçu le CNDH Romeurope pour échanger sur les actualités contentieuses toulousaines et nationales.

● **Déplacements en Ile-de-France**

Dans le cadre de la mission d'animation territoriale, les salariées de la coordination du CNDH Romeurope se sont déplacées à plusieurs reprises à la rencontre de ses membres franciliens et des personnes qu'ils accompagnent. Le renforcement de la présence sur le terrain de la coordination, au

plus près de ses membres, a permis des échanges réguliers sur les problématiques locales mais aussi sur les stratégies de plaidoyer et d'action des membres.

Val de Marne :

- Deux rencontres avec le collectif de soutien aux Roms d'Ivry en janvier et février 2018 ;
- Déplacement sur un bidonville à Bonneuil avec Romeurope 94 en avril 2018 ;
- Participation à une réunion avec la préfecture du Val-de-Marne autour de la situation d'un bidonville à Périgny en avril 2018 ;
- Déplacement sur un bidonville à Arcueil avec la Ligue des droits de l'Homme en mai 2018 ;
- Rencontre avec le collectif Terre d'Arcueil et la Fondation Abbé Pierre en juillet 2018 ;

Seine Saint Denis :

- Rencontre avec les institutrices des camions-écoles de l'ASET 93 à Pierrefitte en janvier 2018 ;
- Participation à une réunion inter-associative avec l'ensemble des structures actives autour des habitants de bidonvilles en Seine-Saint-Denis en mai 2018 ;
- Déplacement sur un bidonville à Bondy avec Médecins du Monde en août 2018
- Déplacement sur un bidonville à Pierrefitte avec Médecins du Monde en août 2018 ;
- Réunion inter-associative sur la situation du bidonville de Bondy en décembre 2018.

Essonne :

- Déplacement sur un bidonville à Vigneux avec la Ligue des droits de l'Homme en mai 2018

Ile-de-France :

- Rencontres avec les volontaires « Romcivic » et « Scolarisation » de l'association Les enfants du canal en février et novembre 2018 ;
- Rencontre avec les bénévoles franciliens du groupe « bidonvilles » du Secours catholique en mars 2018 ;
- Rencontre avec les équipes du dispositif d'accompagnement des personnes vivant en bidonvilles en Ile-de-France porté par l'association ACINA en juillet et octobre 2018

E) Appui aux membres, capitalisation et formations

A travers les listes mails, le téléphone ou encore en présence physique, les salariées de la coordination et administrateurs apportent un appui à ses membres dans leurs questionnements ponctuels qu'ils soient juridiques, méthodologiques ou encore politiques. En amont ou en aval des expulsions, la coordination est sollicitée pour anticiper ou tenter de trouver des solutions, interpeller les préfectures, collectivités territoriales, mobiliser le grand public etc.

Capitalisation des expériences

La mutualisation et la capitalisation des expériences sont au cœur des échanges par mail sur les listes réservées aux membres et des rencontres nationales lors des temps « tour de France » (voir [supra](#) « les rencontres nationales »).

→ Insertion professionnelle

La capitalisation des expériences s'est notamment focalisée sur les projets relatifs à l'insertion professionnelle des personnes accompagnées par les membres du CNDH Romeurope, dont certains ont été présentés à l'occasion d'une journée d'échanges sur le thème de l'insertion professionnelle des publics sans abri très éloignés de l'emploi qui s'est déroulée le 4 octobre à Villeurbanne. Co-organisée par le CNDH Romeurope, ses membres actifs à Lyon (Médecins du Monde, ALPIL,

C.L.A.S.S.E.S) en partenariat avec la DIHAL, cette journée d'échanges a rassemblé plus de 100 personnes aux profils variés : des salariés et bénévoles d'associations d'accompagnement de personnes en situation de précarité mais aussi des professionnels de l'insertion professionnelle et des acteurs politiques et institutionnels de l'emploi (DIRECCTE, DDCS, DIHAL).

La journée a été introduite par la déléguée générale du CNDH Romeurope et co-animée par une chargée de mission du CNDH Romeurope. Elle a permis d'aborder les enjeux politiques liés à l'insertion professionnelle des personnes abris, de présenter des expériences locales positives et de dégager collectivement des pistes d'action pour favoriser l'accès à l'emploi des habitants de squats et bidonvilles².

→ Projets d'insertion et résorption des bidonvilles

En 2018, le CNDH Romeurope a également mis en place une commission de travail interne dédiée aux projets d'insertion des habitants des bidonvilles mis en œuvre par ses membres et ses partenaires.

L'objectif du groupe est d'organiser des rencontres, avec une partie "in situ" pour découvrir des projets, s'outiller et à partir de là de discuter et réfléchir à des lignes de positionnement commun sur la question des projets d'insertion et de la résorption des bidonvilles.

Première session à Ivry, 6 novembre, 15 participant.e.s membres du CNDH Romeurope :

- temps d'échange très riche avec les habitant.e.s du terrain où l'association Convivances a un projet de stabilisation.
- temps d'échange sur des projets menés ou en voie de développement à Marseille, Lille, Nantes, Montpellier et en Ile de France.

Diffusion d'outils

Neuf outils à destination des membres du CNDH Romeurope ont été publiés en 2018 dans le but de renforcer les connaissances et les capacités d'action des membres sur le terrain. Ils couvrent des champs divers mais toujours en adéquation avec les besoins exprimés :

- Fiche pratique « [Principales démarches auprès de l'ambassade de Roumanie en France](#) », janvier 2018
- Note pratique : « [Expulsions de terrain : sans titre mais pas sans droits](#) », 2^{ème} édition, CNDH Romeurope, Gisti, Fondation Abbé Pierre, avril 2018
- Fiche pratique « [La procédure de retenue des documents d'identité ou des documents de voyage dans le cadre d'un éloignement du territoire](#) », CNDH Romeurope, juin 2018
- Fiche pratique : « [Loi Elan – squats et bidonvilles : quels changements pour la trêve hivernale et les délais ?](#) », CNDH Romeurope, novembre 2018
- Fiche pratique : « [La voie de fait opposée aux habitants de squats et bidonvilles](#) », novembre 2018

² <http://www.romeurope.org/synthese-de-la-journee-dechanges-sur-linsertion-professionnelle-des-personnes-sans-abri/>

- Fiche pratique « [Interdiction de circulation sur le territoire français \(ICTF\) : savoir les repérer, les comprendre et les contester](#) », La Cimade, CNDH Romeurope, novembre 2018
- Fiche pratique, « [Citoyen.ne.s UE : le droit au séjour d'un parent tiré de la scolarisation de son enfant](#) », CNDH Romeurope, Gisti, Comede, Cimade, novembre 2018
- Fiche pratique, « [Loi ELAN : bidonvilles/squats, quels changements pour la trêve hivernale et les délais](#) », décembre 2018
- Fiche pratique « [La voie de fait applicable aux habitants de squat et bidonvilles](#) », décembre 2018

Mutualisation de l'information avec les avocats

La mutualisation de l'information s'organise aussi à l'échelle des avocats avec lesquels travaillent les membres du CNDH Romeurope. En partenariat avec le Gisti et la Fondation Abbé Pierre, le CNDH Romeurope a organisé une journée de formation à destination des avocats et juristes mobilisés pour les habitants des squats/bidonvilles. Cette journée a réuni environ 25 personnes et a permis de mieux outiller les avocats et professionnels du droit et de partager des jurisprudences.

Formations socle : montée en compétences des membres

Dans le cadre de sa mission d'accompagnement de la montée en compétences de ses membres, le CNDH Romeurope a élaboré en 2018 une formation socle qui balaye l'ensemble des champs d'accompagnement des personnes précaires vivant en bidonvilles ou squats, et donne pour chacun de ces sujets des clés de compréhension et des réflexes pour agir.

Assurée sur demande des membres (à partir de 5 personnes intéressées), cette formation se décompose en :

- Un module introductif (présentation du CNDH Romeurope, échanges sur le public, le panorama des acteurs de la résorption des bidonvilles, actualités politiques et législatives).
- Des modules thématiques proposés « à la carte » : droit au séjour & éloignement du territoire / Occupations sans titre & expulsions / Hébergement-logement / Enfance & scolarisation / Emploi – formation / Domiciliation & droits sociaux / Santé / Droits civiques / Racisme & discriminations

Deux sessions de formation ont été organisées en 2018 : bénéficiant ainsi à 24 personnes (salariées et bénévoles) :

● Lille, 21 juin 2018

La formation a été assurée par les deux chargées de mission du CNDH Romeurope, assistée d'une stagiaire. Elle a réuni 6 salariés et bénévoles de Médecins du Monde (délégation des Hauts de France) et 8 bénévoles de l'Inter collectif Roms 59/62. Elle s'est déroulée sur une journée entière, et a permis d'aborder 6 modules thématiques

● Antony, 18 décembre 2018

La formation a été assurée par les deux chargées de mission du CNDH Romeurope. Elle a réuni 6 bénévoles du collectif Romeurope d'Antony et 4 salariés du PIMMS (Point Information Médiation multi-services). Elle s'est déroulée sur une journée entière et a permis d'aborder 5 modules thématiques.

Dans les deux cas, les thématiques prioritairement demandées par les participants étaient :

- Droit au séjour & éloignement du territoire
- Occupations sans titre et expulsions
- Domiciliation et droits sociaux
- Santé
- Scolarisation

F) Participation des habitants des bidonvilles et squats au réseau

● Rencontres nationales

Organisation de la rencontre nationale à Bordeaux sur la thématique de la participation des personnes concernées et du renforcement du pouvoir d'agir.

Une dizaine d'habitants de squats/bidonvilles dans l'agglomération bordelaise ont participé, ainsi que 15 volontaires en service civique du projet Romcivic. Deux personnes roms ayant créé une jeune association à Arles (futurs membres de Romeurope) ont aussi participé. Plusieurs personnes ayant vécu en bidonville et depuis créé une association ont aussi participé à cette journée

La traduction en roumain en simultanée était prévue tout au long du week-end.



● Formation aux Enfants du Canal

- Le CNDH Romeurope a contribué à la **formation** des volontaires en service civique de l'association les Enfants du Canal, dont plusieurs sont des Roms, à raison de quatre formations d'une demi-journée (thématiques : droits relatif aux expulsions, droit à l'éducation, OQTF...).

- Pour les rencontres nationales de Paris, la préparation des jeunes volontaires en service civique s'est amorcée deux mois avant l'événement à travers 5 sessions de travail, afin qu'ils soient pleinement associés à la construction de la journée, du programme etc... Malheureusement, les 15 jeunes inscrits ne sont pas venus sur demande de leurs responsables car les rencontres nationales ont coïncidé avec une journée de mobilisation des gilets jaunes, occasionnant de nombreux troubles à la circulation vers Paris et des contrôles de police dans les gares.

● Au sein du Conseil d'administration

Le CA compte désormais deux associations présidées par des Roms et composées majoritairement de roms : Leonard Velicu de Eurrom (Bordeaux) et Liliana Hristache de Rom Réussite (Montreuil).

Par l'intermédiaire du CNDH Romeurope, Rom Réussite a été invitée à participer à un débat dans un cinéma parisien suite à la diffusion du film « 8 avenue Lénine ».

● Campagne #EcolePourTous

Ce projet est un projet de campagne sur la scolarisation des enfants précaires et étrangers, mais c'est avant tout un projet d'empowerment car la campagne est entièrement menée et portée par des personnes concernées ou qui ont été concernées aujourd'hui ou dans le passé, par ces difficultés pour se maintenir et se sentir bien à l'école.

Le CNDH Romeurope n'est pas membre du Collectif #EcolePourTous puisqu'il est uniquement composé de personnes concernées. Comme d'autres associations, Romeurope est un allié de #EcolePourTous en ce que nous défendons les mêmes objectifs.

Grâce au soutien d'une fondation privée, notre association a pu recruter une chargée de campagne chargée d'accompagner le Collectif #EcolePourTous et de l'aider à s'organiser.

Pour plus d'informations sur la campagne #EcolePourTous, rendez-vous sur www.ecolepourtous.org

2. La mission d'observatoire du CNDH Romeurope

A) Observatoire du terrain et des politiques nationales

Tout au long de l'année 2018, le CNDH Romeurope a réalisé un travail d'observatoire visant notamment à alimenter le prochain rapport du CNDH Romeurope, qui sera publié en 2019.

Au-delà de la veille médiatique et législative et de l'étude des dispositifs, ce travail d'observatoire repose principalement sur des échanges avec des acteurs de terrain et des personnes concernées, qui ont pour objectif d'obtenir des **retours d'expérience** et des **données qualitatives** sur les projets. Ainsi, ils contribuent à enrichir l'analyse des projets, notamment au regard des pratiques liées à leur mise en œuvre, données que seule des remontées d'informations de terrain sont en mesure d'apporter.

En 2018, ce travail d'observatoire a porté sur l'ensemble des problématiques rencontrées par les citoyens européens en situation de grande précarité en France.

En particulier, l'année a été marquée par :

- La signature par 8 ministres d'une instruction le 25 janvier 2018 fixant un objectif de résorption des bidonvilles à 5 ans et une obligation pour le préfet de mettre en œuvre des stratégies territoriales ;
- Des problématiques majeures d'accès à la **protection maladie** par les citoyens européens inactifs, suite à la mise en place d'une procédure spécifique pour ces derniers, via un centre de sécurité sociale dédié (Centre pour les ressortissants européens inactifs Cmuistes) ;
- Des difficultés persistantes **d'accès à la scolarisation** pour les enfants vivant dans des squats ou bidonvilles liées à des refus illégaux d'inscription de la part de certaines mairies, un défaut d'accès aux transports scolaires, l'application de tarifs prohibitifs à la cantine, des conditions de vie de ces enfants impropres à permettre un parcours scolaire normal et des expulsions fréquentes qui éloignent d'autant plus les enfants de l'institution scolaire.
- Des inégalités territoriales marquées en matière d'**accès à l'hébergement d'urgence** pour les personnes expulsées de leur lieu de vie sur la base de critères de vulnérabilité fixés à l'échelle départementale ;
- Des pratiques qui posent question en matière de **protection de l'enfance**, en particulier concernant des enfants pratiquant la mendicité avec leurs parents, avec sur certains territoires des procédures de placement d'enfants attentatoires aux droits fondamentaux des parents et des enfants concernés ;
- Des pratiques illégales d'**éloignement du territoire** de personnes en situation irrégulières sur certains territoires ;
- Des difficultés pour les personnes concernées à faire valoir leurs droits et à recourir à la justice, notamment **l'aide juridictionnelle**.

Au delà de la perspective du rapport, **le travail d'observatoire quotidien nourrit le discours et les contributions écrites du CNDH Romeurope** lorsqu'elle s'adresse aux institutions ou aux médias. Grâce à ses membres partout en France, le CNDH Romeurope porte une vision territoriale de la situation, un ancrage local qui lui permet de dénoncer les abus et les discriminations récurrentes dont sont victimes les ressortissants européens désignés ou qui se disent « Roms » et vivant en bidonvilles et squats dans les instances nationales où il peut siéger (DIHAL, auprès des ministères lors de rendez-vous bilatéraux, auprès de la CNCDH, du Défenseurs des Droits et d'autres institutions ...).

B) Veille juridique et jurisprudentielle

Le Collectif mène une veille des évolutions législatives et jurisprudentielles sur les différents sujets tant à l'échelle des juridictions françaises qu'européennes (séjour, éloignement, expulsions, accès au logement, à l'éducation, à l'eau, au ramassage des ordures, à la domiciliation...).

Les informations récoltées permettent de développer une connaissance fine de chacun des sujets afin de transmettre les éléments essentiels aux membres pour leur travail sur le terrain. Le CNDH Romeurope décortique et vulgarise les décisions de justice et les diffuse par email à ses membres et ses partenaires (associations, institutions, professionnels du droit...). Cet apport juridique permet de faire avancer les droits concrètement sur le terrain, notamment quand des situations sont bloquées.

Ces données sont conservées pour être restituées dans nos rapports, mais contribuent notamment à abonder les recueils de jurisprudence suivants :

- Le recueil de jurisprudence du Gisti sur le contentieux lié aux occupations de terrain et de squat, pour laquelle le CNDH Romeurope a participé à une mise à jour en 2018 pour publication en 2019 : <https://www.gisti.org/spip.php?article4826>
- Le veille jurisprudentielle du réseau Jurislogement sur le droit au logement : <https://www.jurislogement.org/category/veille-jurisprudentielle/>

C) Le recensement des expulsions, évacuations (arrêtés municipaux) et incendies

Le CNDH Romeurope s'efforce depuis 2012 de **suivre le nombre d'expulsions de squats et de bidonvilles, le nombre d'évacuations faisant suite à un sinistre (incendie, inondation) ainsi que l'existence ou l'absence de solutions d'hébergement ou de relogement pour les personnes concernées**. Ce suivi contribue à alimenter l'analyse des situations locales et de leur évolution.

Ce suivi repose sur :

- Une veille médiatique, qui permet notamment d'obtenir des informations sur des territoires dépourvus d'associations ou de collectifs membres du CNDH Romeurope.
- Une remontée d'information de la part des membres du CNDH Romeurope, qui permet de disposer de données précises sur le cadre et les modalités de l'expulsion, ainsi que sur le respect des droits, l'accompagnement et le devenir des familles concernées.

En 2018, le CNDH Romeurope a également activement participé au lancement d'un **projet d'observatoire inter-associatif des expulsions de lieux de vie informels**. Visant à améliorer et élargir le recensement actuel, ce projet est porté par plusieurs structures (Ligue des droits de l'Homme, Fondation Abbé Pierre, FNASAT, Plateforme de Service aux Migrants, Médecins du Monde, ANGVC, CNDH Romeurope), et coordonné par le CNDH Romeurope.

En janvier et mars 2018, deux réunions partenariales animées par Fors-recherche sociale (structure sélectionnée pour assurer une mission de préfiguration du projet) ont permis aux différents partenaires de finaliser leur réflexion collective autour des objectifs, des attendus du projet et de sa méthodologie.

En avril et septembre 2018, deux réunions partenariales animées par le CNDH Romeurope ont permis aux partenaires d'échanger sur la mise en œuvre opérationnelle de l'observatoire, et de sélectionner un prestataire pour la réalisation de l'interface de saisie en ligne des questionnaires et de stockage des données.

Le lancement opérationnel du projet aura au premier trimestre 2019.

3. Activités de plaidoyer, de communication externe et de sensibilisation

Les **activités de plaidoyer** sont essentielles pour diffuser le travail d'observatoire ainsi que les recommandations du CNDH Romeurope. Les actions de plaidoyer peuvent prendre plusieurs formes : participation à des groupes de travail pour contribuer à l'élaboration de politiques publiques, rédaction de notes, rendez-vous bilatéraux avec des représentants de l'Etat ou des élus, proposition d'amendement au Parlement, interpellation publique de décideurs, communication envers les médias...

Pour le plaidoyer local, un appui aux membres sous forme de conseil et d'élaboration de stratégie d'interpellation est fourni sur demande, les associations et collectifs locaux restant les plus pertinents pour établir un dialogue avec les autorités locales.

La **communication** externe permet d'alerter le grand public sur la question des personnes vivant en squats et en bidonvilles en France, réalité encore méconnue et sujette à beaucoup de fantasmes et de préjugés. C'est aussi en informant l'opinion publique que les changements politiques pourront être provoqués afin d'avancer vers un respect des droits fondamentaux pour tous.

A) Plaidoyer national

● Délégitation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal) et instruction du 25 janvier 2018

Depuis la circulaire du 26 août 2012 le **CNDH Romeurope participe activement aux différents travaux mis en place par la Dihal**, qui a la responsabilité de l'animation nationale de la politique publique concernant les bidonvilles et squats. Le CNDH Romeurope répercute auprès de ses membres les informations délivrées par la Dihal et fait remonter des éléments sur la situation de terrain en France ainsi que des recommandations et revendications. Le Collectif ne manque pas d'exprimer, publiquement si nécessaire, ses éventuels désaccords tant sur les politiques conduites que sur les pratiques observées sur le terrain à travers les remontées de ses membres.

Le 25 janvier 2018, instruction « visant à donner une nouvelle impulsion à la résorption des bidonvilles » est signée par 8 ministres.

Communiqué : lire le communiqué du CNDH Romeurope sur l'instruction du 25 janvier 2018 : <http://www.romeurope.org/communiqué-de-romeurope-sur-linstruction-du-25-janvier-2018/>

Avec cette instruction, un nouveau cadre réglementaire apparaît et le CNDH Romeurope et ses membres se sont très vite mobilisés pour qu'elle soit appliquée.

Courriers : En février 2018, le CNDH Romeurope a envoyé à ses membres un [modèle de courrier à destination des préfets](#) pour leur demander de mettre en œuvre l'instruction. Ce courrier a été envoyé aux préfets de 6 départements : <http://www.romeurope.org/nos-membres-demandent-lapplication-de-linstruction-25-janvier-2018/>

Commission nationale : le CNDH Romeurope a participé aux **deux réunions** de la Commission nationale de suivi de la résorption des bidonvilles, mise en place et animée par la DIHAL depuis l'instruction du 25 janvier 2018. Le CNDH Romeurope a pu porter un positionnement collectif sur certains sujets et rapporter à ses membres le contenu des discussions.

Groupes de travail : En 2018, le CNDH Romeurope a participé à 7 réunions des groupes de travail thématiques mis en place dans le cadre de la Commission nationale. Deux réunions du groupe « habitat », une réunion du groupe « emploi », deux réunions du groupe « santé », une réunion du groupe « discriminations », une réunion du groupe « coopération transnationale ». Un groupe sur la scolarisation est à venir en 2019.

● Ministère du logement

Domiciliation

Suite à la demi-journée sur la domiciliation en Ile-de-France (voir infra « [Plaidoyer Ile-de-France](#) »), le CNDH Romeurope a contribué à porter avec d'autres associations un amendement dans le projet de loi de finances 2019 pour demander le financement la domiciliation.

Un courrier a été adressé à la ministre Jacqueline Gourault, auquel le ministre Julien de Normandie a répondu. Malgré le rejet de l'amendement par ce dernier, un dialogue a été enclenché directement avec le ministère sur cette question centrale qu'est la domiciliation.

● **Délégation interministérielle à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes**

En janvier, le CNDH Romeurope a été **auditionné** par le groupe de travail sur la stratégie pauvreté présidé par Christine Laconde et Alain Régnier.

En décembre 2018, nous avons été associés à **deux groupes de travail** sur la mise en place de maraudes mixtes pour « lutter contre la mendicité des enfants à la rue ».

La mesure vise à sortir les enfants de la rue, des squats et des bidonvilles par un accompagnement des familles, en mobilisant tous les leviers disponibles. Les maraudes mixtes ont pour enjeu de prévenir, repérer et mettre fin aux situations attentatoires aux droits de l'enfant, à travers la construction d'un réel projet de sortie de la rue pour l'ensemble de la famille. Des maraudes seront mises en œuvre grâce à des crédits (2 millions d'€) versés par l'Etat à 16 départements.

Le CNDH Romeurope a élaboré avec d'autres associations une **note de positionnement** inter-associative sur le sujet et restera très vigilant quant à son application sur le terrain.

● **Assemblée nationale**

Loi « Asile et immigration »

Le CNDH Romeurope a soutenu un amendement de la députée Anne-Christine Lang permettant au Directeur académique de procéder à une admission provisoire à l'école en cas de défaillance du maire. Cet amendement a été voté (article 61 de la loi) comme tel :

« Le sixième alinéa de l'article L. 131-5 du code de l'éducation est complété par une phrase ainsi rédigée : « En cas de refus d'inscription de la part du maire, le directeur académique des services de l'éducation nationale peut autoriser l'accueil provisoire de l'élève et solliciter l'intervention du préfet qui, conformément à l'article L. 2122-34 du code général des collectivités territoriales, est habilité à procéder à une inscription définitive. » »

Loi ELAN

Le CNDH Romeurope a été auditionné par le groupe France Insoumise de l'Assemblée nationale sur le projet de loi ELAN. Il a ensuite porté deux amendements de suppression de certains articles contraires aux droits fondamentaux des personnes précaires et mal-logés.

Loi de finances 2019

Domiciliation : Le CNDH Romeurope a contribué à porter avec d'autres associations un amendement dans le projet de loi de finances 2019 pour demander le financement la domiciliation, rejeté par le gouvernement (voir supra « Ministère du Logement »).

● **Commission nationale consultative des Droits de l'Homme (CNCDH)**

Le CNDH Romeurope échange régulièrement avec la CNCDH sur différents sujets, notamment son rapport annuel sur le racisme en France. En 2018, les échanges se sont concentrés principalement sur la question de l'enfance, avec une co-signature en septembre d'une [tribune dans Libération](#) et des échanges autour d'amendements pour le projet de loi « Ecole de la confiance ».



TRIBUNE

Rentrée scolaire : de trop nombreux enfants à la porte de l'école

Par [Un collectif](#) — 17 septembre 2018 à 06:21

● Défenseur des Droits

Comité d'entente

Le CNDH Romeurope a participé au **comité d'entente du Défenseur des droits sur les discriminations liées à l'origine**, présidée par Monsieur Jacques Toubon. Le comité d'entente réunit une quinzaine d'associations qui luttent contre le racisme et les discriminations. C'est une occasion de partager des informations entre acteurs sur les sujets qui nous mobilisent, identifier des pistes de travail partenarial etc... **Deux réunions** se sont tenues, le 28 juin et le 20 décembre.

Rencontre avec les services

Les membres du CNDH Romeurope et du CDERE sollicitant fréquemment le Défenseur des Droits pour des saisines aux refus de scolarisation ou d'accès à la cantine, nous avons organisé une rencontre en mars avec des membres du Collectif afin de mieux coordonner nos actions et de mieux comprendre le fonctionnement et le traitement des saisines. Etaient présents : Romeurope 94, le CNDH Romeurope, le Collectif de l'agglomération lilloise, l'ASET 93 ainsi que 4 personnes représentantes du pôle enfance.

Saisines

Le CNDH Romeurope a recruté pendant 6 mois une stagiaire juriste dont la mission principale était de saisir le Défenseur des Droits ou d'accompagner les membres dans la rédaction de saisines.

En 2018, **7 saisines** ont été envoyées sur :

- Saisine relative à expulsion extrêmement violente et incendie de baraques à Champlan le 15 juin 2018
- Saisine relative à l'exigence d'une carte nationale d'identité comportant la signature du titulaire prévu par le décret n°2015-1437 du 5 novembre 2015 fixant la liste des pièces autorisées pouvant être demandées au candidat à la location et à sa caution.
- Saisine relative à un refus abusif d'attestation d'élection de domicile par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Villeneuve Saint Georges (94)
- Saisine relative à des comportements policiers illégaux envers des volontaires en service civique de l'Association Les Enfants du Canal à Choisy-le-Roi (94)
- Saisine relative à des mises en fourrière de voitures et de caravanes servant de lieux de vie à des familles (dont nourissons) et pressions policières dans la ville de Villeurbanne (69)

- Saisine relative à la délivrance collective d'OQTF et à la retenue systématique des documents d'identité et autres documents administratifs de ressortissants roumains habitant le bidonville du carrefour Pasteur à Lille (59)
- Saisine relative aux difficultés de scolarisation de plusieurs enfants au service scolaire de la ville de Vigneux (91)

Des échanges réguliers avec les services du Défenseur des Droits ont lieu sur des dossiers particuliers.

B) Plaidoyer région en Ile-de-France

Stratégie régionale pour les campements illicites en Ile-de-France

En 2018, le Collectif Romeurope Ile-de-France a continué à suivre la mise en œuvre de la **stratégie régionale pour les campements illicites en Ile-de-France** de la préfecture de région Ile-de-France.

En avril 2016, la Préfecture de Région Ile-de-France, sous l'impulsion du Préfet Jean-François CARENCO a publié une stratégie régionale pour les campements illicites en Ile-de-France dont une action phare était la mise en place de la Plateforme AIOS (Accueil, information, orientation, suivi), dédiée à l'accompagnement vers l'emploi, la formation et l'accès aux droits des habitants de bidonvilles.

De 2016 à juin 2018, cette plateforme a été gérée par ADOMA. En février 2018, la préfecture de région Ile-de-France a diffusé un appel à projet visant à sélectionner un nouvel opérateur pour gérer ce dispositif d'accompagnement des habitants de bidonvilles franciliens.

Dans ce contexte, un courrier de positionnement a été adressé par le collectif Romeurope Ile-de-France au Préfet de région concernant l'appel à projet de la préfecture « pour l'accompagnement des occupants de campements illicites et bidonvilles en Ile-de-France ». Ce courrier a été accompagné d'une note d'analyse du collectif sur l'appel à projet, comportant un certain nombre de points de vigilance et de recommandations.

En mars 2018, le collectif Romeurope – représenté par la déléguée générale du CNDH Romeurope – a été reçu par M. NORMAND, sous-préfet et directeur de projet « campements illicites » en Ile-de-France, pour échanger autour de la stratégie régionale pour les habitants de bidonvilles et sur le processus, en cours, de sélection d'un nouvel opérateur dans le cadre de l'appel à projet précité.

Après un processus de sélection - dans lequel le CNDH Romeurope n'est évidemment pas intervenu - c'est l'association Acina, une association membre du CNDH Romeurope spécialisée dans l'accompagnement socio-professionnel des habitants de bidonvilles, qui a été choisie par la préfecture de région Ile-de-France.

Scolarisation

En juin 2018, à l'initiative du **préfet de région d'Ile-de-France**, une réunion partenariale portant sur la question de la **scolarisation** des enfants des bidonvilles et des squats s'est tenue. L'association Les Enfants du Canal en charge d'un projet francilien a ainsi fait une présentation d'un plan d'action à venir en 2019.

Organisation d'une demi-journée sur la domiciliation en Ile-de-France

Depuis 2015, le CNDH Romeurope a développé une action spécifique sur **la question de la domiciliation** qui est un enjeu très important pour l'accès aux droits des habitants des bidonvilles et des squats. En dehors des temps de participation aux réunions de la Direction générale de la

cohésion sociale (DGCS) à portée nationale, la coordination s'est impliquée dans l'organisation d'une demi-journée sur la question en Ile-de-France. **Plus de 200 acteurs de la domiciliation (associations, collectivités locales, services de l'Etat, etc.)** étaient présents pour échanger et débattre autour du droit à la domiciliation. Ouverte par la députée Danièle Obono et clôturée par des représentants de la préfecture (DRIHL IDF), l'après-midi s'est déroulée autour de deux tables rondes sur l'accès et l'effectivité de la domiciliation. A cette occasion, les huit associations organisatrices ont diffusé une [note de positionnement et de recommandations pour l'action publique](#) et mis en ligne des actes de la journée

Deux articles dans la Gazette des Communes et dans les ASH (Actualités sociales hebdomadaires) sont sortis à la suite de cette initiative.

C) Plaidoyer européen et international

L'action de plaidoyer du CNDH Romeurope cible aussi les institutions européennes internationales afin de les alerter sur la réalité de la situation des habitants des squats et bidonvilles citoyens européens vivant en France en situation de grande précarité.

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)

Le CNDH Romeurope a rencontré à plusieurs reprises Claude Cahn fonctionnaire chargé des droits de l'homme au HCDH dans le cadre de la préparation de son rapport sur les droits des Roms en France.

Le CNDH Romeurope était présent lors de la publication du rapport en juin 2018 à Paris : ↪

« [Aucun laissé-pour-compte: Rapport sur l'effectivité du droit au logement, et des droits qui y sont liés, pour les Roms en France](#) »

Rapporteuse spéciale de l'ONU sur le logement adéquat

Le CNDH Romeurope et des associations partenaires se sont rendus à Bruxelles en septembre à la rencontre de **Leilani Farha**, rapporteure spéciale pour le logement adéquat de l'ONU, en prévision de sa visite officielle en avril 2019. L'occasion pour le CNDH Romeurope de commencer à la sensibiliser à la question des personnes vivant en squat et en bidonville.

Commission européenne

Rencontre avec la DG Emploi (septembre 2018) : présentation de l'action de la DG Emploi envers les Roms en France mais surtout en Europe de l'Est, des fonds structurels FEDER et FSE et du projet Romact co-financé par le Conseil de l'Europe.

Rencontre avec la DG Justice - Unité Roms (octobre 2018) : échange sur la façon dont la Commission essaie d'évaluer les efforts de chaque pays sur l'inclusion des Roms et du cadre politique qui est imposé à chaque Etat membre ainsi que sur l'appel à projets REC...

Rencontre avec la DG Justice - Unité "Liberté de circulation" (octobre 2018) : échange sur la façon dont la France interprète et applique les lois européennes sur la libre circulation des citoyens européens en matière de rétention et éloignement du territoire, interdiction de circulation sur le territoire français, de droit au séjour... et de ce que la Commission peut et ne peut pas faire.

Plateforme européenne pour l'inclusion des Roms (8 et 9 octobre 2018) :

Le CNDH Romeurope a représenté la société civile française à la 12^{ème} réunion européenne sur l'inclusion des Roms. La France était représentée par la DIHAL.

La 12^{ème} réunion de la plate-forme a mis l'accent sur les inégalités subies par les Roms dans les domaines de la santé et du logement, deux des quatre domaines essentiels du cadre de l'UE pour les stratégies nationales d'inclusion des Roms jusqu'en 2020. Tous les États membres se sont engagés à respecter ce cadre créé en 2011 dans le but de combler les écarts entre les communautés roms marginalisées et la population en général. Deux ateliers ont été consacrés aux inégalités dans les domaines de la santé et du logement. Le CNDH Romeurope a participé à celui sur le logement.

Pour un budget européen au service de la solidarité :

Avec le Collectif des Associations Unies, le CNDH Romeurope a contribué à la consultation de la Commission européenne sur le prochain cadre budgétaire pluriannuel, afin que les actions visant les habitants de bidonvilles soient (mieux) financées.

D) Plaidoyer interassociatif

Le CNDH Romeurope met un point d'honneur à s'investir autant que possible dans des actions de plaidoyer collectives. Le message à destination des institutions est plus fort et mieux entendu lorsqu'il est formulé par plusieurs associations, et cela renforce notre pouvoir d'agir. Ce sont principalement sur les sujets de logement, de l'enfance, de la solidarité et des droits sociaux que le CNDH Romeurope travaille dans une forte synergie interassociative.

Le CNDH Romeurope rencontre régulièrement et échange tout au long de l'année avec deux partenaires clés que sont l'**Unicef** et la **Fondation Abbé Pierre**.

L'Unicef, organisation internationale très concernée par la question des enfants vivant en habitat précaire. En plus d'échanges fréquents par téléphone, **trois réunions ont été organisées** pour échanger sur les projets en cours des uns et des autres et nos projets communs : préparation d'amendements pour le projet de loi « Ecole de la confiance », préparation du colloque « Education et avenir », travail sur la tribune dans Libération (voir [supra](#)) et sur la médiation scolaire.

Au-delà des projets interassociatifs communs, la **Fondation Abbé Pierre** est un partenaire avec lequel le CNDH Romeurope entretient des relations étroites sur les questions de plaidoyer et d'observatoire.

● Collectif des associations unies pour une nouvelle politique de logement (CAU)

Le CNDH Romeurope a rejoint le [Collectif des Associations Unies](#) en 2015 pour porter la question des bidonvilles au cœur de la lutte contre le mal-logement avec les principaux acteurs associatifs mobilisés. En 2018, le CNDH Romeurope a participé à **4 réunions plénières du CAU** en janvier, mars, avril et octobre et à une réunion des présidents et présidentes des associations membres. L'occasion de partager des informations et d'échanger sur le positionnement commun du collectif sur les sujets d'actualité concernant le mal-logement et ses politiques publiques.

Le CNDH Romeurope a co-signé avec ses partenaires du CAU une **lettre au Premier Ministre**.

Pour un budget européen au service de la solidarité : avec le CAU, le CNDH Romeurope a contribué à consultation de la Commission européenne sur le prochain cadre budgétaire pluriannuel, afin que les actions visant les habitants de bidonvilles soient (mieux) financées.

● **Délinquants Solidaires**

Les « délinquants solidaires » sont des personnes qui – à cause de leur engagement associatif et/ou militant pour les personnes migrantes – sont injustement poursuivis devant les tribunaux pour aide à l'entrée, au séjour ou à la circulation d'une personne en situation irrégulière, mais aussi sur la base de textes sans rapport avec l'immigration. Le Collectif Délinquants Solidaires s'est créé en février 2017 :



www.delinquantssolidaires.org

En 2018 :

→ Le CNDH Romeurope, avec d'autres membres du Collectif Délinquants Solidaires, est intervenu devant le Conseil Constitutionnel pour faire reconnaître le principe de **fraternité** comme un principe constitutionnel. Cette intervention volontaire s'inscrit dans le cadre du procès de Cédric Herrou et Pierre Alain Mannoni – poursuivies pour des actions solidaires et fraternelles avec des étrangers en situation irrégulière - qui ont posé une question prioritaire de constitutionnalité.

La décision du Conseil constitutionnel du 6 juillet 2018 est historique : le Conseil constitutionnel consacre pour la première fois un principe à valeur constitutionnelle de fraternité, créant ainsi une protection des actes de solidarité. Il est désormais acquis que chacun a « la liberté d'aider autrui, dans un but humanitaire, sans condition de la régularité de son séjour sur le territoire national ».

Pour en savoir plus, lire le communiqué du Collectif Délinquants Solidaires : http://www.romeurope.org/communique-collectif-delinquants-solidaires-fraternite-ne-de-frontieres/?fbclid=IwAR1zmA6pKC9BNc96_oC3Pobj9IUtO6bkXAq_k8ArVEM87WjVCRnv4sK9bG4

→ Pendant l'examen de la **loi « Asile et immigration »**, le Collectif Délinquants Solidaires a proposé aux parlementaires un argumentaire complet, mêlant perspectives historiques, analyses politiques et juridiques, pour redéfinir le délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irrégulier, trop souvent utilisé pour réprimer des actes de solidarité avec les personnes étrangères.

Plusieurs parlementaires La République en marche (LRM) ont déclaré avoir adopté un amendement qui supprimerait le « délit de solidarité ». La réalité est pourtant plus nuancée, comme l'explique cet article dans Le Monde du 23 avril 2018 :

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/04/23/immigration-non-le-delit-de-solidarite-n-a-pas-ete-supprime-par-les-deputes_5289545_4355770.html

● **Observatoire inter-associatif des expulsions de lieux de vie informels**

En 2018, le CNDH Romeurope a également activement participé au lancement d'un **projet d'observatoire inter-associatif des expulsions de lieux de vie informels**. Visant à améliorer et

élargir le recensement actuel, ce projet est porté par plusieurs structures (Ligue des droits de l'Homme, Fondation Abbé Pierre, FNASAT, Plateforme de Service aux Migrants, Médecins du Monde, ANGVC, CNDH Romeurope), et coordonné par le CNDH Romeurope.

En janvier et mars 2018, deux réunions partenariales animées par Fors-recherche sociale (structure sélectionnée pour assurer une mission de préfiguration du projet) ont permis aux différents partenaires de finaliser leur réflexion collective autour des objectifs, des attendus du projet et de sa méthodologie.

En avril et septembre 2018, deux réunions partenariales animées par le CNDH Romeurope ont permis aux partenaires d'échanger sur la mise en œuvre opérationnelle de l'observatoire, et de sélectionner un prestataire pour la réalisation de l'interface de saisie en ligne des questionnaires et de stockage des données.

Le lancement opérationnel du projet aura au premier trimestre 2019.

● **Groupes de travail sur la domiciliation et les droits sociaux**

Avec les associations Dom'Asile, Fondation Abbé Pierre, ASAV, Médecins du monde, FAS Ile-de-France, Secours catholique, FNASAT-Gens du voyage le CNDH Romeurope a l'organisé une demi-journée sur la domiciliation en Ile-de-France (voir supra « [Plaidoyer régional](#) ») en octobre 2018.

E) Communication et médias

Le CNDH Romeurope a pour objectif de diffuser vers le grand public une information correcte et objective sur la situation vécue par les personnes Roms ou désignées comme telles qui vivent dans des conditions très précaires en France. La diffusion de l'information est un instrument fondamental pour lutter contre les préjugés et les stéréotypes sur lesquels se basent les principales discriminations. La lutte contre les préjugés s'exerce à différents niveaux : prises de parole médiatique, des conférences ou événements institutionnels ou associatifs, entretiens avec des lycéens, des étudiants et des chercheurs etc...

Au-delà des publications sur le site internet et les réseaux sociaux (voir supra « [diffusion et mutualisation de l'information](#) »), ainsi que des informations diffusées via les listes mails décrites plus haut, le CNDH Romeurope communique sur le plan extérieur en visant les médias.

La coordination du CNDH Romeurope est régulièrement sollicitée par les médias pour des commentaires sur la situation nationale. Des rendez-vous physiques sont parfois organisés. Le Collectif est aussi contacté pour des sujets concernant des situations locales ; les journalistes sont alors renvoyés vers les membres du Collectif en région, présents sur le terrain.

Communiqués de presse (Annexe 1) : L'année 2018 a été marquée par l'envoi à la presse de **9 communiqués de presse** sur des situations et des sujets différents.

La liste et les liens vers ces communiqués de presse : à travers ces prises de position publique, le CNDH Romeurope réaffirme ses revendications et impose dans le débat public des sujets peu couverts habituellement.

Articles de presse (Annexe 2) : une revue de presse des articles mentionnant le CNDH Romeurope. Nous avons recensé **15 articles ou interview dans lesquels le CNDH Romeurope est mentionné**. Cela représente une vraie baisse de la représentation du CNDH Romeurope dans les médias, concomitante d'une baisse de l'intérêt des journalistes pour la « question Rom » et les habitants de bidonville originaires d'Europe de l'Est.

F) Sensibilisation des différents publics et lutte contre les discriminations

● Une sensibilisation tout au long de l'année

La lutte contre les préjugés est inhérente aux actions que le CNDH Romeurope porte sous de multiples formes : intervention publique lors de débats, dans des colloques universitaires, dans des classes, auprès des médias, des institutions rencontrées...

Les actions de lutte contre les préjugés et de sensibilisation sont également menées au quotidien par les membres du CNDH Romeurope auprès de leurs élus locaux, des voisins des lieux de vie, des personnes travaillant dans les administrations, des enseignants etc...

L'importance des actions d'information et de sensibilisation en direction du grand public et notamment des riverains des lieux où des familles sont installées a été maintes fois soulignée lors des réunions du CNDH Romeurope. Il s'agit d'informer des élus locaux, d'échanger avec la presse locale et d'élargir les réseaux de solidarité et les mobilisations existantes en associant des citoyens ou des organisations encore peu informées de la situation de ces familles en France.

● Le soutien des membres à l'organisation d'événements

Le CNDH Romeurope est souvent sollicité par ses membres ainsi que par des organismes extérieurs au réseau dans le cadre de la préparation d'**événements locaux** de sensibilisation et d'information concernant la situation des Roms migrants en France. L'appui aux membres dans leurs actions de sensibilisation prend plusieurs formes :

- Communication autour de l'événement via les listes de diffusion et les réseaux sociaux et le site internet du CNDH Romeurope
- Mise à disposition des « contacts presse » du CNDH Romeurope à ses membres lorsqu'ils souhaitent solliciter des journalistes
- Aide dans la recherche et orientation vers les intervenants les plus appropriés ou intervention directe de membres du conseil d'administration ou des salariées du collectif.
- Mise à disposition de supports d'informations et de plaidoyer (rapports, brochures, expositions, outils pratiques, films, ouvrages)
- Co-organisation directe de l'action entre le CNDH Romeurope et des membres.

● Les supports du CNDH Romeurope mis à disposition

La brochure : « Les Roms. Luttes contre les idées reçues » : rééditée, mise à jour et publiée à 5000 exemplaires en 2016, cette brochure qui constitue un réel outil de base pour les membres du CNDH Romeurope est pratiquement épuisée à la fin de l'année 2018. Plus de **1550 brochures** ont été diffusées cette année, si bien que la coordination a décidé d'en faire rééditer 1500 à la fin de l'année.



Ces brochures sont distribuées aux membres du réseau et aux personnes intéressées qui nous contactent via le site internet, par téléphone ou encore via Facebook, ce qui montre une visibilité croissante de cet outil. Le livret est utilisé à l'occasion de l'organisation d'événements **grand public**, d'interventions auprès d'un public scolaire, pour des journées de débat ou de sensibilisation. Les membres les diffusent aussi lors de rencontres avec des **décideurs politiques** ou encore auprès de professionnels de structures (hôpitaux, services de protection materno-infantile, CCAS, écoles ...).

Des structures qui ont des **actions en direction de professionnels** sont régulièrement demandeuses des brochures qu'elles utilisent dans le cadre de **formation** : envers des professionnels de santé ou des travailleurs sociaux pour les médiatrices en santé du programme de médiation sanitaire (Lyon, Lille, Marseille, Seine-Saint-Denis), des enseignants ou personnels de l'éducation nationale pour les Enfants du Canal ou l'Aset 93 qui ont une action spécifique sur la scolarisation ou encore, par exemple pour les journées organisées par Canopé au CASNAV de Lille, à destination d'enseignants. Ce sont parfois directement **des responsables de services** qui sollicitent le CNDH Romeurope, des formateurs en Institut du travail social par exemple. Ainsi les brochures ont été envoyées à Lille, à Marseille, à Gardanne, à Toulouse et un peu partout en Ile-de-France.

- **L'exposition : « Les Roms : luttons contre les reçues »** : basée sur le même texte que la brochure et éditée en 2015, l'exposition est un outil complémentaire plus facile d'utilisation pour des événements, dans des espaces socio-culturels ou encore dans l'espace public. L'exposition et la brochure sont disponibles sur le site pour visualisation et diffusable sur demande. Un livret avec des animations est également disponible pour les personnes qui souhaiteraient organiser un temps avec un public de scolaires. En 2018, elle a été **empruntée 3 fois par les membres du CNDH Romeurope**.

- La « **Fiche d'information à l'usage des enseignants concernant l'accès à l'éducation des enfants allophones vivant en squat et bidonville** » : cette fiche, publiée en 2014 par le Collectif pour le droit des enfants Roms à l'éducation (CDERE), est souvent sollicité pour être distribué à des enseignants, soit par des syndicats, soit par des associations ou collectifs. Elles sont aussi régulièrement distribuées lors d'événements organisés par les membres du CDERE et/ou du CNDH Romeurope.

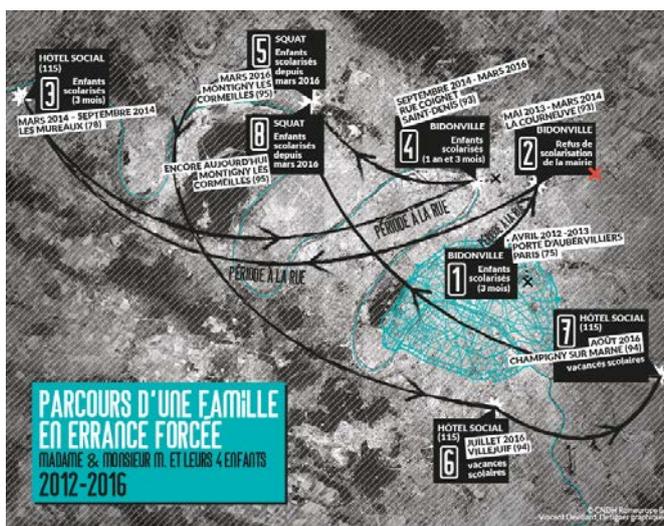
- **L'étude « Ados en bidonville et en squats : l'école impossible ? »** du Collectif pour le Droits des Enfants Roms à l'Education a été diffusée sur demande

- **Le rapport « 20 propositions pour une politique d'inclusion des personnes vivant en squat et bidonville »**, publié en 2017

- **Le rapport national d'observatoire 2014 « Le droit et les faits »**, publié en 2015

- **Le rapport politique « Bannissement »**, publié en 2015

- Des outils visuels tels que les **infographies** (Le « Parcours d'une famille en errance forcée », le « Parcours du combattant de la scolarisation » et **cartographies** (« Bidonvilles et politique de la ville dans le nord de Paris ») servent d'appui aux différentes interventions des membres et du CNDH Romeurope.



● Les actions de sensibilisation CNDH Romeurope : interventions, formations

En 2018, le CNDH Romeurope est intervenu à **12 reprises pour contribuer à améliorer la connaissance du public sur la situation des personnes vivant en squats et bidonvilles et ainsi à lutter contre les préjugés et les discriminations** que subissent les Roms et les personnes vivant en habitat précaire. Au total, ce sont environ **470 personnes qui ont bénéficié des formations et interventions du CNDH Romeurope.**

Intervention à l'invitation d'associations, collectivités et institutions

Le CNDH Romeurope est intervenu à **12 reprises pour des actions de formation ou de sensibilisation** à l'invitation d'associations, membres ou non du CNDH Romeurope.

→ **Les Enfants du Canal, projets « Romcivic », « Scolarisation » & « Travailleurs pairs » – 4 demi-journées** d'intervention dans le cadre du cycle de formation des jeunes en service civique des projets Romcivic et scolarisation (jeunes roumains, bulgares ayant vécu ou vivant en bidonvilles ainsi que des jeunes français) et travailleurs pairs (adultes ayant vécu en bidonville). La formation portait sur les acteurs français et européennes intervenant sur la question des squats/bidonvilles/Roms afin de permettre l'identification des (en)jeux de pouvoir et de réfléchir sur les politiques publiques en cours et à construire. Au total, 40 personnes – dont de nombreux jeunes roms - ont été formées :

- intervention auprès de jeunes en service civique « scolarisation » en octobre 2018 (une demi-journée)
- intervention auprès de jeunes en service civique « Romcivic dont une intervention sur la thématiques des violences policières (trois demi-journées)

→ **Intervention ciné-débat « Les Roms sont-ils des européens comme les autres ? », 27 janvier 2018**

Une salariée du CNDH Romeurope est intervenue avec d'autres associations (RomParis, le MRAP et l'ERRC) à l'issue de la projection du film réalisé par Marion Lièvre et Simon Lajus qui met en perspective la situation des Roms dans différents pays européens. Une cinquantaine de personnes étaient présentes et ont partagé un repas roumain préparé collectivement.

→ **Convention nationale sur l'accueil et les migrations à Grande-Synthe, 1^{er} mars 2018**

Intervention au nom du Collectif Délinquants Solidaires sur la répression et l'intimidation des personnes solidaires avec les migrant.e.s.

→ **Intervention à un débat « Interdire la mendicité dans la rue : une discrimination à l'égard des Roms ? », 8 mars 2018**

Guillaume Lardanchet, alors Président du CNDH Romeurope et directeur de l'association Hors la rue a participé à ce débat organisé à Sciences Po Paris.

→ **Journée d'étude « Les solidarités avec les habitants des bidonvilles des années 1960 à nos jours », 17 mars 2018**

Une intervention du CNDH Romeurope a eu lieu à cet événement organisé par les Archives du Départements de Seine-Saint-Denis sur l'action des associations de solidarité dans les bidonvilles en Seine-Saint-Denis.

→ **Conférence « Sommes-nous potentiellement tous des délinquants de la solidarité » ?, 28 mai 2018**

Intervention de Manon Fillonneau, en tant que représentante du Collectif Délinquants Solidaires dont le CNDH Romeurope est membre (voir *infra*) à cette conférence organisée par le Centre de recherches juridiques de et l'IDH de Grenoble, avec Cédric Herrou, Camille Galliard-Minierla suppléante du député Olivier Veran, Claude Coutaz, Ousmane Kouyate, Jean-Marie Fayol-Noireterre, Serge Slama et Eric Piolle.

→ Intervention au Collège Intervention collège Jean Lurcat à St Denis

Intervention pour des enseignants de Seine-Saint-Denis aux côtés de la Voix des Roms, ASET 93, Alteralia, sur la question de la scolarisation des enfants en bidonville.

→ Intervention à « L'atelier histoire critique contre le racisme anti-tsigane », Lille, 29 septembre 2018

A l'invitation de l'association Atelier d'histoire critique à Lille, le CNDH Romeurope et la Voix des Roms sont intervenus devant une trentaine de personnes autour de la question de l'anti-tsiganisme.

→ Intervention ciné-débat « 8 avenue Lénine », 27 novembre 2018

La déléguée générale et une administratrice du CNDH Romeurope, Liliana Hristache, sont intervenues à la suite de la projection du film documentaire « 8 avenue Lénine » qui retrace le parcours de Salcuta, une femme rom roumaine qui a vécu dans des bidonvilles du Val d'Oise et qui vit désormais dans un appartement. Ce film a été projeté auprès de familles Roms vivant en bidonvilles et squats à Marseille, Noisiel (77), Nantes, Ivry et fait suite à un premier documentaire sur cette même femme intitulé « Caravane 55 ».

Intervention auprès de lycéens, étudiants et chercheurs :

En 2018, le CNDH Romeurope a rencontré 15 étudiants et trois classes (Licence à l'université Paris-Créteil et groupe d'étudiants étrangers à l'Université de Caen et groupe d'étudiants d'Harvard - voir annexe 3). Le CNDH Romeurope s'attache à répondre, dans la mesure du possible, aux demandes des étudiants et des chercheurs afin de discuter de leurs sujets d'étude ou de recherche, et d'apporter l'expertise et le positionnement du collectif sur certaines questions.

Depuis plusieurs années, le CNDH Romeurope maintient un partenariat important avec le programme **FXB Field Education Internship Program de l'Université d'Harvard**. Comme chaque année depuis 4 ans, le CNDH Romeurope est intervenu devant une dizaine d'étudiants d'Harvard pour une demi-journée de formation sur les enjeux politiques et acteurs de la question des « Roms en bidonville » en France.

4. Le Collectif pour le Droit des Enfants Roms à l'Education (CDERE)

A) Historique, objectifs et fonctionnement

Créé en 2009, le Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation (CDERE) rassemble 37 associations, collectifs, syndicats ainsi que des personnes individuelles qui œuvrent pour l'effectivité du droit à l'éducation pour les enfants vivant en grande précarité dans des bidonvilles et squats. Beaucoup des membres du CNDH Romeurope sont aussi membres du CDERE. La spécificité du CDERE est de réunir également des associations et collectifs actifs sur les questions des droits de l'enfant.

Les membres du Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation – CDERE

ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme) – **ASAV 92** (Association pour l'accueil des voyageurs) – **ASEFRR** (Association de Solidarité en Essonne avec les Familles Roumaines & Roms) – **Aset 93 et Aset 95** (Association d'Aide à la Scolarisation des Enfants Tsiganes) – **Association Solidarité Roms Saint-Etienne** – **ATD-Quart monde** – **Association William Penn - CLASSES** (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squats) – **CLIVE** (Centre de Liaison et d'Information Voyage Ecole) – **Collectif National Droits de l'Homme Romeurope** - **Collectif de soutien aux familles roms de Roumanie 95** – **Collectif**

Solidarité Roms et Gens du voyage de Lille Métropole – Collectif Romeurope du Val Maubuée 77 – Collectif Roms de Montpellier – Collectif Romeurope 92 Sud – Collectif Romyvelines – DEI-France (Défense des Enfants International) – Ecodrom – FCPE (Fédération des conseils de parents d’élèves) – FERC-CGT (Fédération de l’éducation, de la recherche et de la culture) – Gisti – Hors la Rue – Intermèdes Robinson – L’école au présent – Les enfants du canal – Ligue des Droits de l’Homme – MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l’amitié entre les peuples) – RESF (Réseau Education Sans Frontière) – Romeurope 94 - Scolenfance – Secours Catholique-Caritas France – SNPI-FSU (Syndicat national des personnels d’inspection) – SNUipp-FSU (Syndicat National Unitaire des instituteurs professeurs des écoles et Pegc-Fédération syndicale unitaire) – Sperentza – Sud Education.

Ainsi que des militant-e-s en faveur des droits des enfants

● Objectifs et actions

Le CDERE poursuit plusieurs types d’actions :

- la mobilisation des acteurs de l’éducation nationale et la sensibilisation du grand public aux obstacles à la scolarisation de ces enfants et jeunes ;
- des actions de plaidoyer envers toutes les parties prenantes pertinentes
- des outils d’informations et de formation (guide, étude, lettres-types etc.)

● Fonctionnement

Une rubrique du site internet du CNDH Romeurope est dédiée aux informations du CDERE permettant à ce dernier d’avoir une interface de communication :

<http://www.romeurope.org/enfance/cdere/>

Le CDERE informe ses membres par une liste de diffusion d’emails. Une autre liste est réservée à l’organisation du Comité de pilotage qui a une fonction d’organisation et de prise de décision.

Composition du Comité de pilotage :

- | | |
|------------------------|---|
| - ASET 93 | - DEI-France |
| - CNDH Romeurope | - SNUipp-FSU |
| - Gisti | - FCPE |
| - Hors la Rue | - Collectif de soutien de l’agglomération lilloise |
| - Ferc-CGT | - Des personnes individuelles particulièrement investies dans le champ de l’éducation |
| - Les Enfants du Canal | |
| - Resf | |
| - Sud Education | |

Cette année le comité de pilotage du CDERE s’est réuni à deux reprises : le 22 janvier et le 24 mai 2018. Il a été décidé de poursuivre un travail entamé sur l’élaboration d’une brochure intersyndicale et interassociative, de suivre les actions de la campagne #EcolePourTous et de se pencher sur la question de la médiation scolaire, thème abordé en 2017 lors de la dernière rencontre du Collectif pour le droit des enfants Roms à l’éducation.

En juin 2018, dans ce cadre, le CDERE a rencontré un médiateur scolaire rattaché au CASNAV de l’académie de Montpellier pour suivre son activité de médiation mise en place depuis 2016. Nous avons pu ainsi faire le point sur les résultats obtenus et l’efficacité de leur action en termes de scolarité et d’assiduité scolaire notamment.

B) Actions interassociatives

Cette année, les actions du CDERE s'inscrivent dans l'interassociatif :

- **Groupe de travail inter-associatif et intersyndical** : à l'initiative d'un groupe de syndicats et d'associations, une brochure est en cours d'élaboration. Destinée au personnel de l'éducation nationale, aux agents publics des services de scolarisation, cette brochure porte sur la question des droits des enfants/jeunes étrangers et de leurs familles. Le CDERE a participé activement à sa rédaction avec la FCPE, le GISTI, RESF, la Ligue des droits de l'Homme, Solidarité Laïque, les syndicats la FSU, l'UNSA, Sud éducation, la SGEN- CFDT, la FERC'CGT..
- Le CDERE a continué à participer au groupe de travail du **CASNAV de Paris**, portant sur les enfants vivant en situation précaire, principalement en bidonvilles, Roms ou non. Cette année, le groupe de travail a centré son action sur la réalisation une vidéo à destination des familles vivant en bidonvilles et en squats à sortir en 2019.
- **Intervention auprès des volontaires du projet « Scolarisation » en service civique de l'association les Enfants du Canal** : les volontaires qui sont sur le volet « scolarisation » ont reçu un temps de formation spécifique d'une demi-journée en février et octobre 2018.
- **Le CDERE travaille régulièrement avec l'Unicef France** qui mène depuis deux ans des actions sur la question des enfants en bidonvilles, des réunions sont organisées environ tous les trois mois.
- **Rédaction d'un Cahier juridique sur la scolarisation des enfants étrangers** : en partenariat avec le GISTI, le CDERE a travaillé à la mise à jour de leur Cahier juridique datant de 2007 et portant sur l'état du droit en matière de scolarisation des enfants étrangers. Un important travail de recherche juridique et de compilation de jurisprudence a été fait pour étoffer cette revue.

C) Plaidoyer auprès des pouvoirs publics et sensibilisation

- Pour marquer la rentrée 2018, le CDERE a co-signé une tribune « [Rentrée scolaire : de trop nombreux enfants à la porte de l'école !](#) » publiée le 17 septembre 2018 dans Libération. Signée notamment par la Présidente de la Commission nationale consultative aux droits de l'Homme (CNCDH), elle a rassemblé 60 organisations, syndicats, et notamment des associations de Guyane et de Mayotte pour dénoncer l'absence de scolarité de milliers d'enfants.
- Le CDERE a entretenu les liens étroits avec la **personne chargée des questions d'éducation à la DIHAL** pour la tenir informées des blocages et difficultés de scolarité, notamment au moment de la rentrée.
- Le **CASNAV de l'académie de Lille** a organisé deux journées autour de la scolarité des enfants des bidonvilles en janvier 2018. Le CDERE y était présent et a pu présenter ses brochures et travaux. Plus d'une centaine d'enseignant.e.s ont participé à ces journées.

- En juin 2018, à l'initiative du **préfet de région d'Ile-de-France**, une réunion partenariale portant sur la question de la scolarisation des enfants des bidonvilles et des squats s'est tenue. L'association Les Enfants du Canal en charge d'un projet francilien a ainsi fait une présentation d'un plan d'action à venir en 2019.
- **Le Défenseur des Droits** est une institution extrêmement présente dans la défense du droit à l'éducation des enfants vivant en bidonvilles et en squats. Les membres du CNDH Romeurope et du CDERE le sollicitant fréquemment pour des saisines, nous avons organisé une rencontre en mars avec des membres du Collectif afin de mieux coordonner nos actions et de mieux comprendre le fonctionnement et le traitement des saisines. Etaient présents : Romeurope 94, le CNDH Romeurope, le Collectif de l'agglomération lilloise, l'ASET 93 ainsi que 4 personnes représentantes du pôle enfance.
- Le CDERE a co-animé un atelier avec **Unicef France** lors d'un colloque Education et Devenir le 24 mars 2018. Il s'agit d'un groupe de réflexion sur les questions de l'éducation porté par des personnels de l'éducation (chef.fes d'établissement, enseignant.e.s...). Un atelier était dédié à la question de l'école et des enfants des bidonvilles.
- Le CDERE a assisté au **Colloque EVASCOL « Ecole, migrations, itinérance : regards croisés »** les 5 et 6 avril 2018. Cet événement a marqué la clôture du programme de recherche EVASCOL financé par le Défenseur des Droits et porté par l'INSHEA (Institut national supérieur de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes handicapés et les enseignements adaptés). Réunissant une cinquantaine de chercheurs, les communications portaient essentiellement sur des recherches avec des élèves allophones nouvellement arrivés et des élèves issus du voyage. Cela a permis de prendre connaissance de ces recherches, rencontrer des chercheurs et d'apporter un éclairage associatif aux présentations. Un compte-rendu de ces journées est disponible sur notre site : <http://www.romeurope.org/retour-sur-le-colloque-evascal-5-6-avril-2018/>
- La chargée de mission qui coordonne le CDERE a participé à l'[émission de radio « Le jour de la Sirène » consacré à la question de l'école dans les bidonvilles](#). Cette émission était animée par des volontaires du projet Scolarisation des Enfants du Canal.

III. ANNEXES

ANNEXE 1

COMMUNIQUES DE PRESSE (CO-)SIGNES PAR LE CNDH ROMEUPE

Date	Titre du communiqué de presse	Communiqué signé par...	Lien
1 ^{er} février 2018	Le CNDH Romeurope accueille avec intérêt et vigilance la nouvelle instruction pour la résorption des bidonvilles	CNDH Romeurope	http://www.romeurope.org/communique-de-romeurope-sur-linstruction-du-25-janvier-2018/
9 février 2018	La ville de Lille et l'État condamnés pour l'expulsion illégale des habitants d'un bidonville	CNDH Romeurope, Fondation Abbé Pierre, Ligue des Droits de l'Homme, Amnesty International France, Gisti	http://www.romeurope.org/expulsion-illegale-a-lille-communique-interassociatif/
15 février 2018	Le droit à l'eau doit devenir une priorité politique	France Libertés, Coalition Eau et 15 organisations sur le droit à l'eau	https://www.france-libertes.org/fr/droit-a-leau-devenir-priorite-politique/
6 avril 2018	Fin de la trêve hivernale, reprise des expulsions ?	CNDH Romeurope	http://www.romeurope.org/wp-content/uploads/2018/04/CP-Fin-tre%CC%82ve-hivernale-CNDH-Romeurope-6-avril-2018-1.pdf
26 avril 2018	Col de l'Échelle : impunité d'un côté, tabassage de l'autre. Jusqu'où iront-ils pour décourager la solidarité ?	Collectif Délinquants Solidaires	http://www.delinquantssolidaires.org/item/col-de-lechelle-impunite-identitaires-dun-cote-prison-tabassage-soutiens-pacifiques-migrants-de-lautre-jusquou-iront-gouvernement-police-justice
12 juin 2018	Incendies : une violence inacceptable contre les Habitants d'un bidonville à Grenoble	CNDH Romeurope	http://www.romeurope.org/incendies-grenoble-bidonville-communique/
13 juin 2018	Lettre ouverte de soutien aux « délinquants » solidaires de Saint-Etienne	CNDH Romeurope et Délinquants Solidaires	http://www.romeurope.org/lettre-ouverte-de-soutien-aux-delinquants-solidaires-de-saint-etienne/
8 août 2018	Une citoyenneté européenne de seconde zone à Lille : le Défenseur des	CNDH Romeurope	http://www.romeurope.org/wp-content/uploads/2018/08/CP-Saisine-D%C3%A9fenseur-des-Droits-Lille.pdf

	Droits saisi		
7 septembre 2018	37 expulsions de squats et bidonvilles cet été : pour résorber les bidonvilles, il est urgent de changer de cap	CNDH Romeurope	http://www.romeurope.org/37-expulsions-de-squats-et-bidonvilles-cet-ete-pour-resorber-les-bidonvilles-il-est-urgent-de-changer-de-cap/
31 octobre 2018	Familles à la rue : une priorité « absolue » ?	CNDH Romeurope	http://www.romeurope.org/comunique-du-cndh-romeurope-familles-a-la-rue-une-priorite-absolue/

ANNEXE 2

MENTIONS DU CNDH ROMEUROPE DANS DES ARTICLES DE PRESSE EN 2018

Date	Média	Titre article	Lien	Sujet
15 février 2018	Reporterre	Le droit à l'eau doit devenir une priorité politique	https://reporterre.net/Le-droit-a-l-eau-doit-devenir-une-priorite-politique	Droit à l'eau
21 février 2018	Rt	Alors que les SDF ont été recensés à Paris, que fait l'Ile-de-France pour les sans-abri ?	https://francais.rt.com/france/48237-valerie-pecresse-semeut-bidonvilles-mais-ampute-budgets-sdf	Résorption des bidonvilles en IDF
Mars 2018	Revue Plein Droit, n°116	Les européens pauvres bannis de France	https://www.cairn.info/revue-plein-droit-2018-1-page-19.htm?contenu=resume	Interdiction de circuler sur le territoire français
Mars 2018	Revue Ecole Emancipée	Entretien avec Clotilde Bonnemason	http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2585	Scolarisation
29 mai 2018	Le Dauphiné Libéré	Où est l'égalité s'il y a du travail pour les autres et pas pour nous ?	https://www.ledauphine.com/iser-e-sud/2018/05/29/ou-est-l-egalite-s-il-y-a-du-travail-pour-les-autres-et-pas-pour-nous	Habitants des bidonvilles à Grenoble
16 juin 2018	Place Grenet	Incendie du camp rom à Mistral : des associations accusent les autorités de « non-assistance à personne en danger »	https://www.placegrenet.fr/2018/06/16/incendie-du-camp-rom-a-mistral-des-associations-accusent-les-autorites-de-non-assistance-a-personne-en-danger/196748	Incendie à Grenoble

17 juin 2018	Mediapart	La cantine scolaire, un privilège ?	https://blogs.mediapart.fr/resf/blog/180618/la-cantine-scolaire-un-privilege	Cantine, scolarisation..
10 août 2018	France Inter	Emission le téléphone sonne		Intervention d'un de nos membres sur la politique de résorption des bidonvilles
31 août 2018	ASH	Une nouvelle politique pour les campements	https://www.ash.tm.fr/hebdo/3073/actualites/une-nouvelle-politique-pour-les-campements-507527.php	Instruction du 25 janvier 2018
10 septembre 2018	Street Press	L'Etat condamné pour l'expulsion d'un bidonville rom à Gennevilliers	https://www.streetpress.com/sujet/1536316991-etat-condamne-expulsion-bidonville-rom-genevilliers	Expulsion
17 septembre 2018	Libération	Tribune : « Rentrée scolaire : de trop nombreux enfants à la porte de l'école »	https://www.liberation.fr/debats/2018/09/17/rentree-scolaire-de-trop-nombreux-enfants-a-la-porte-de-l-ecole_1678655	Scolarisation
11 octobre 2018	ASH	« Domiciliation : des associations dénoncent une crise en Ile-de-France »	https://www.ash.tm.fr/exclusions-precarite/domiciliation-des-associations-denoncent-une-crise-en-ile-de-france-509473.php	Domiciliation
28 novembre 2018	Brut / France TV Info	Roms : histoire d'un peuple persécuté, discriminé et longtemps caricaturé	https://www.francetvinfo.fr/politique/polemiques-sur-les-roms/video-roms-histoire-dun-peuple-persecute-discrimine-et-longtemps-caricature_3052545.html	Histoire des Roms
30 novembre 2018	La Gazette des communes	La prise en charge très inégale de la domiciliation des SDF	https://www.lagazettedescommunes.com/592591/la-prise-en-charge-tres-inegale-de-la-domiciliation-des-sdf/	Domiciliation
28 décembre 2018		« Sans domiciliation fixe : la double peine des sans-adress »	https://www.ash.tm.fr/hebdo/3090/	Domiciliation

ANNEXE 3

LISTE DES ETUDIANTS RENCONTRES EN 2018

Date	Etudiant.e Chercheur/euse	Lycee Université	Projet de recherche
12 janvier	Fiona Dubois	Université de Paris Diderot – Master « Migrations et relations interethniques »	Entretien sur la question de la participation des premiers concernés par les projets de résorption des bidonvilles.
16 janvier	Lucas Teillier	Université de Paris 1 – licence de géographie	Entretien au sujet de l'évolution des installations de bidonvilles et squats en IDF et mise en contact avec des membres du Collectif en Seine et Marne.
25 janvier	Shériane Bekthi	EHESS	Entretien au sujet du traitement de données sur la scolarisation des personnes qui ont vécu en bidonvilles de 2012 à 2014 en IDF et recensés par le GIP HIS.
23 février	Antin Rousseau	Sorbonne Université – Master 2 « Culture, Politique, Patrimoine »	Entretien dans le cadre de la rédaction d'un mémoire sur la petite ceinture parisienne en termes d'appropriation de l'espace urbain.
6 mars	Henry Shah	EHESS	Entretien sur les projets d'insertion et partenariat sur la commission du CNDH Romeurope. Mise en contact avec les membres.
9 avril	Marguerite Brault	Sciences Po Paris	Entretien sur la question de l'accès à l'école et de la scolarité des enfants vivant en bidonvilles et squats.
21 juin		Collège Saint Denis	Intervention interassociative devant des enseignants de Seine-Saint-Denis
2 juillet	Etudiante Harvard en stage à Nantes	Harvard University (USA)	Entretien téléphonique sur le lien entre insertion et maîtrise de la langue.
10 juillet	Yolanda Bottico Lodovico	Harvard University (USA)	En stage pôle Migrants de la Dihal, avec la charge de conduire un travail de recherche sur l'intégration sociale et le logement des migrants et réfugiés sur 4 territoires spécifiques : Nantes, Paris, Grenoble, et Toulouse.
17 juillet	Etudiants étrangers à Caen	Institut des Droits de l'Homme et de la Paix	Rencontre avec des étudiants étrangers sur la thématique des Roms précaires et de l'habitat en bidonville en France, à l'invitation de l'Institut des Droits de l'Homme et de la Paix de Caen
16 août	Alejandra Gonzalez	Université de la Nouvelles-Orléans (USA)	Entretien sur la question de l'intégration des populations marginalisées en France, notamment les personnes migrantes avec une perspective comparée aux USA.

5 septembre	Laura Deslandres	IRTS de Paris	Entretien au sujet du travail social avec les personnes en bidonvilles et squats. Connaissance du public.
6 septembre	Juliette Simon	Université libre de Bruxelles – Master 2 en sociologie	Entretien au sujet des objets transportés par les personnes au moment des expulsions et de ceux qu'elles sont contraintes de laisser sur place.
5 novembre	Loan Torondel	Licence professionnelle « accompagnement des personnes en difficultés »	Entretien sur la mise en œuvre des politiques publiques de résorption des bidonvilles, les procédures d'expulsion et l'impact pratique de l'instruction du 25 janvier 2018 relative à la résorption des bidonvilles.
20 novembre	Intervention Université de Créteil (UPEC) – en amphithéâtre	Etudiants en sciences de l'éducation	Intervention sur les métiers de la défense des droits et de médiation scolaire.
30 novembre	Claire Gohet	Sciences Po - Master Politique urbaines	Entretien sur la place des personnes identifiées comme Roms dans les villes.